

Critique Communiste

revue mensuelle

de la

Ligue Communiste Révolutionnaire

(section française de la IV^e Internationale)

n° 52

mai 86 / 14f

**Kurt Waldheim
ou le vertige de la mémoire**



**Deux ans chez « ceux d'en bas » :
Tête de Turc, de Günter Wallraff**



PCF : l'héritage communiste en question



L'APRES-16 MARS

Table ronde avec Pierre Bauby (PAC),
Jean-Claude Le Scornet (PSU),
Maurice Najman (FGA), Alain Krivine (LCR)



**Grande-Bretagne :
le gouvernement Thatcher
en perte de vitesse**



MIROIRS

Ce numéro de mai ouvre sur deux sujets que les hasards de l'actualité et des correspondances germaniques nous invitent à rapprocher. Tels deux miroirs. Avec leurs vertiges.

Vertige de la mémoire en ce qui concerne l'affaire Waldheim. Alain Brossat nous invite à voir les étranges mécanismes qui font que la survenue du passé nazi de l'ancien secrétaire général de l'ONU, loin de compromettre son élection comme président de la république d'Autriche, remue des vases qui semblent devoir le servir.

Vertige de l'horreur et de la honte avec l'extraordinaire livre-reportage de Günter Wallraff. Après une plongée de deux années au cœur de l'émigration turque d'Allemagne, il nous apporte le témoignage hallucinant de ce que sont, au-delà de tous les faux-fuyants, maquillages et mensonges, les réalités de la condition ouvrière immigrée, en cette fin du XX^e siècle, au sein des métropoles industrielles.

Puisqu'il est des événements qui, en ces temps de réalisme, de consensus et de « modernisme », viennent nous rappeler que la barbarie n'en finit pas de hanter nos sociétés, donnons-leur la vedette. Pour s'assurer de ne point l'oublier. Retour à la surface et à l'immédiat, pour continuer à explorer « l'après-16 mars ». Ce que nous faisons avec un article sur la crise du PCF et l'héritage communiste. Et une table ronde qui, réunissant des représentants des organisations ayant participé à des listes communes dans quelques départements, permet de confronter analyses et propositions sur l'actuelle situation. Pour clore ce numéro, un dernier miroir. Celui que nous propose la Grande-Bretagne de Thatcher. Au moment où, en France, s'installe un pouvoir qui n'a d'autre ambition que de bien appliquer les recettes du néo-libéralisme, il vaut la peine de l'interroger. Ce que fait David Cameron dans son article. Entre là-bas et ici, les discordances et similitudes méritent réflexion...



La photo fournie par le Congrès juif mondial. Sarajevo, décembre 1944, Kurt Waldheim à côté du général nazi Alexander Loehr.

Kurt Waldheim ou le vertige de la mémoire

Alain BROSSAT

« Mon couteau s'ouvre tout seul dans ma poche quand je constate que, dans les procès actuels contre les nazis, l'assassin est toujours présenté comme quelqu'un qui a fait son devoir. C'est bien pour cette raison qu'il eût fallu le pendre haut et court – à ce moment-là, au lendemain du 8 mai 1945. »

Peter Brückner

CONTRAIREMENT à celle de Barbara, la photo de l'assassin n'est pas très bonne, elle est floue comme un vieux daguerréotype, comme les souvenirs de l'intéressé... Et pourtant, comment ne pas le reconnaître à sa longue silhouette dégingandée, à son long nez pointu et à son impeccable raie de côté ? Kurt Waldheim, ancien secrétaire général de l'ONU pendant une décennie, est ici en uniforme de lieutenant de la Wehrmacht, au côté du général Alexander Loehr – pendu par les Yougoslaves en 1947 pour crimes de guerre – dans un bureau d'état-major, à Sarajevo, en 1944¹.

Un secrétaire général de l'ONU, ça se doit d'écrire ses mémoires. Waldheim l'a fait, en 1977. Voici ce qu'on peut y lire : *« Alors que je me trouvais sur le front oriental, j'ai été blessé à la jambe. Je fus aussitôt rapatrié, ce qui me permit de reprendre mes études de droit dès 1942. Deux ans plus tard, j'obtins mon doctorat après avoir présenté une thèse sur les concepts fédéralistes de Konstantin Frantz, un diplomate contemporain de Bismarck (...) A mon retour à Vienne, en 1942, il n'était plus possible de quitter l'Autriche. Entre-temps, les frontières avaient été fermées hermétiquement. J'étais surveillé par les autorités militaires qui se livraient à des vérifications régulières pour s'assurer que je me consacrais réellement à mes études². »*

Premier vertige, donc : l'ONU, cette vestale de notre monde dur et troublé, a été dirigée pendant une dé-

cennie par un menteur et un escroc de la mémoire – vertige moral, disons. Et puis vertige politique : cet amnésique a pu accéder à ce *« métier unique au monde »* sans que les maîtres de la mémoire en ce monde ne jugent utile d'y faire entrave.

Autre vertige encore : c'est par un enchaînement de hasards assez fragiles que nous découvrons, aujourd'hui, le pot-aux-roses. N'eût été l'inextinguible ambition de Kurt Waldheim qui l'entraîne en cette année 1986 à briguer l'éminente fonction de président de la République autrichienne, hissé sur le pavois de la droite conservatrice, nous n'en aurions jamais rien su. Il a fallu que Waldheim, plutôt que de se satisfaire d'une très honorable retraite de premier fonctionnaire du monde, se lance dans une âpre bataille politique (dont les enjeux sont de première importance pour l'avenir de l'Autriche) pour que son passé lui revienne en boomerang.

Surmonter le passé

Il est plus que banal de noter que cette affaire (comme toutes les autres du genre : procès Eichmann³, procès Barbie, visite de Reagan au cimetière de Bitburg...) agit comme un révélateur. Mais encore faut-il s'entendre : révélateur de quoi ? Ce qui se dévoile ici au premier chef, ce n'est pas tant l'imposant paysage de la non-maîtrise de son

passé nazi par l'univers germanique en général que le dispositif clé des mythes et représentations *fondateurs, consensuels* de la seconde République autrichienne (celle d'après 1945). C'est à bon escient que, dans un article du *Monde*⁴, Luc Rosenzweig rappelle que la mémoire de l'Autriche d'après 1945 se distingue radicalement de celle de la RFA (en RDA, c'est encore un autre problème et une autre figure) en ceci qu'elle se fonde sur la théorie de l'Autriche « *première victime du nazisme* », contrainte à passer, pieds et poings liés, sous les fourches caudines de l'*Anschluss*. « *Cette théorie, écrit Rosenzweig, qui tient lieu de reconnaissance de la responsabilité collective, fut la source de nombreux malentendus. Elle empêche une vraie dénazification du personnel politique et administratif du pays, et tout débat moral sur le Vergangenheitsbewältigung, cet effort douloureux pour surmonter le passé auquel se soumit, avec un courage certain, l'Allemagne du chancelier Adenauer.* »

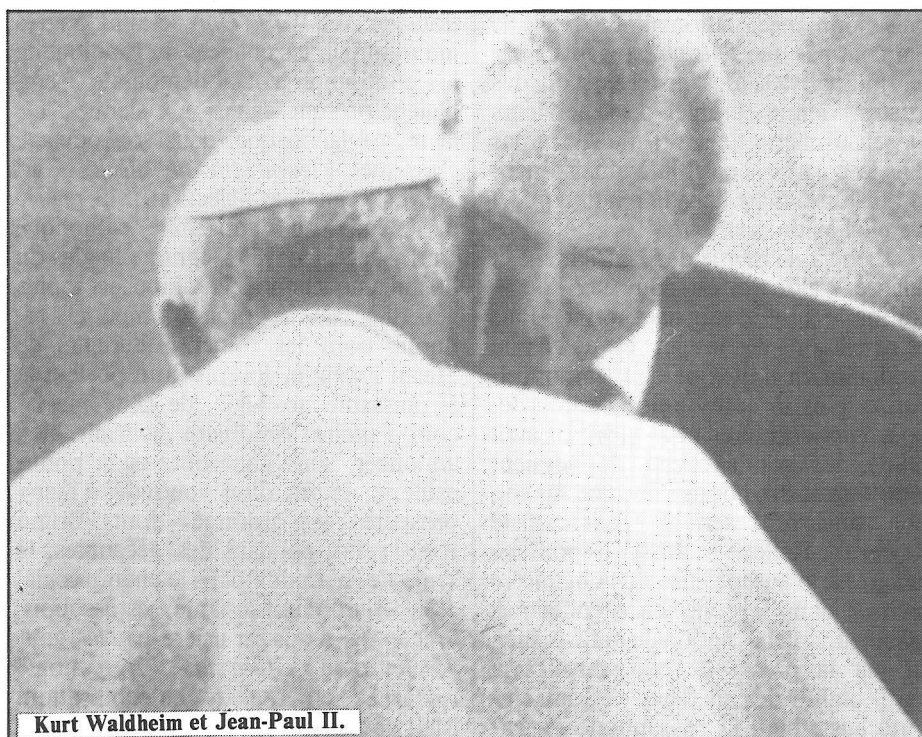
Laissons à Rosenzweig la responsabilité de son hommage à l'Allemagne d'Adenauer, il s'est trouvé et se trouve encore beaucoup de mauvais esprits ouest-allemands pour faire entendre un tout autre son de cloche⁵. Mais l'essentiel est là : la légende de la « victimisation » de l'Autriche de 1938 à 1945 fut le ciment, aussi solide que menteur, de la conscience, de l'être-au-monde et de l'histoire de ce pays après 1945 — à peu près à la manière de la *Dolchstoßlegende*, la légende du coup de poignard dans le dos de la vaillante armée allemande portée par les traîtres de l'arrière, dans l'Allemagne conservatrice de la République de Weimar. A croire que

l'austro-fascisme d'avant 1938 n'a jamais existé et que l'entrée triomphale de Hitler à Vienne, en 1938, a été tournée dans les studios de la DEFA, à Berlin.

Le système de défense — ou plutôt de riposte — de Waldheim reproduit très précisément, à l'échelle autobiographique, cette construction de la mémoire. En 1938, il serait entré dans la SA, disons, par réflexe d'autodéfense, ou, comme le note ironiquement le *Monde*, par « antinazisme ». « *A tout prendre, écrit-il encore dans ses mémoires, je préférerais être militaire que civil. La police surveillait les membres de ma famille, épiait nos faits et gestes et pouvait, à tout moment, nous arrêter (...) les antinazis étaient moins exposés dans l'armée, d'abord parce qu'ils étaient plus nombreux que dans l'administration civile et aussi parce que la surveillance était moins rigoureuse...* »

Ailleurs, Waldheim explique que s'il est entré dans la SA, c'est... parce qu'il voulait — se destinant de toute éternité à la diplomatie — pratiquer l'équitation et que, dans sa petite ville, la SA constituait le seul cadre équestre convenable... Au-delà du bouffon, ces faux-fuyants disent l'essentiel : sous la chemise brune, le jeune catholique conservateur ne collaborait pas, il *subissait* en attendant des jours meilleurs, tel un Athénien sous l'administration romaine. Idem, lorsque le sort des armes entraîne, pendant la guerre, son unité de la Wehrmacht dans les Balkans, il n'y officie, pauvre Chveïk, que comme *traducteur*, loin des champs d'opération, donc, et de la guerre sale contre les partisans.

Traducteur mon œil, disent les do-



Kurt Waldheim et Jean-Paul II.

cuments publiés par le Congrès juif mondial. *Officier de renseignement* dans des unités directement engagées dans la liquidation des partisans, des otages, les représailles contre la population yougoslave. Dans la déportation de Juifs grecs aussi, semble-t-il.

Les vertus de l'oubli

D'une façon générale, les nations, les peuples — et pas seulement les exploités, les dominants — n'aiment pas qu'on mette à mal les mythes, les représentations dont est faite leur *mémoire* du passé, surtout du passé récent, et tout particulièrement lorsque ce passé a été chargé de cataclysmes. Les Français n'aiment pas qu'on leur rappelle (disons : l'immense majorité d'entre eux, toutes classes confondues) que les Allemands ne détiennent pas le brevet exclusif des *camps*, que l'administration *française* enferma à la veille de la Seconde Guerre mondiale des milliers d'anciens des Brigades internationales, d'antifascistes allemands dans des camps *français* (Ours, Le Vernet, Argelès, Saint-Cyprien, Les Milles...) que l'on n'avait pas trop honte à l'époque d'appeler « *de concentration* »⁶. Ils n'aiment pas qu'on leur parle de Pithiviers, Beaune-la-Rolande et bien sûr Drancy où, sous l'Occupation, des milliers de Juifs attendirent sous la garde de gendarmes français qu'on les transfère vers les camps nazis. Bien plus : ce n'est pas tant qu'ils n'aiment pas qu'on leur en parle, c'est qu'ils ne *savent* pas. Leur mémoire, ici, s'appelle l'oubli, l'amnésie — non pas concertée, mais spontanée, automatique⁷. Et ils n'aiment pas que *l'histoire*, réactivée par des journalistes, des historiens ou des artistes, vienne ébranler ou saper leurs consensus mémoriels⁸. Ils ne vivent pas dans la conscience (et la connaissance) de l'histoire, mais dans le relatif confort des clichés de mémoire.

Il en va de même des Autrichiens et l'affaire Waldheim est pour eux l'occasion de le faire savoir haut et fort. Plus les révélations sur les faits et méfaits du Waldheim en bottes de cuir s'amoncellent, et plus sa cote de popularité s'accroît. Aux dernières nouvelles (14 avril 1986), les sondages lui donneraient entre sept et dix points d'avance sur son seul concurrent sérieux, le socialiste Steyrer. Réflexe aussi spontané qu'agressif d'autodéfense de la mémoire déposée dans la conscience collective, réflexe de plèbe nationale, attisé bien sûr par la presse de boulevard et la quasi-totalité des médias — et qui emporte aussi bien la paysannerie en cu-

lotte de peau des régions traditionnellement « noires » que cette foule-masse de la grande ville dont parle un illustre Viennois, Elias Canetti⁹. Dans le refoulé qui revient alors au galop entrent en composition aussi bien des éléments d'une culture protectionniste, xénophobe, irrationaliste et catholique qui naît à Vienne au tournant du siècle¹⁰ que des bribes de la fantasmagorie national-socialiste, dont, au premier chef, le sentiment de la « *conspiration* » étrangère, internationale, agissant de concert avec ces figures emblématiques de la trahison intérieure que seraient *Juifs* et *socialistes*. Rosenzweig : « *Pour certains, il ne peut s'agir que d'un complot international, et le pas est vite franchi menant à la mise en cause du judaïsme mondial. "Les socialos et les Juifs, main dans la main, c'est toujours la même histoire..." ; entend-on murmurer dans les meetings tenus dans l'Autriche profonde en faveur de M. Waldheim* »¹¹. » Derrière ces remugles, le climat de pogrome larvé dont s'inquiète la communauté juive viennoise et les glissements ouvertement antisémites de la presse de boulevard se profile la réactivation de deux motifs récurrents dans toute mentalité totalitaire : le fantasme d'une communauté (nationale, raciale, sociale) homogène, *gleichgeschaltet* dit le jargon nazi — disons « uniformisée » —, et la construction d'une antinomie entre le « *nous* » assiégé et sain et les « *autres* », ennemis de l'extérieur et traîtres de l'intérieur. Voilà donc pour le paysage mental qui servira de toile de fond à la probable élection de Kurt Waldheim à la magistrature suprême le 4 mai 1986 — alors même, ne l'oublions pas, que, jusqu'au déclenchement de l'« affaire » par les révélations du *New York Times* et du Congrès juif mondial, les chances du candidat de la continuité social-démocrate semblaient presque égales aux siennes. De la même façon que, dans son ouvrage classique *Vienne fin de siècle*, Carl Schorske analyse l'élection à la mairie de Vienne de l'antisémite catholique Karl Lueger en 1895 comme le glas du libéralisme viennois et, d'une façon plus générale, de ce monde impérial ordonné dont les romans ultérieurs de Stefan Zweig et Joseph Roth portent la si puissante nostalgie, de la même façon, l'affaire Waldheim pourrait bien annoncer, sous l'anecdote et la polticaillerie, la fin d'un « monde d'hier » prospère et ordonné dont Bruno Kreisky fut, pendant des décennies, le symbole. Irruption dans le champ social d'un irrationnel, de fantômes assoupis, longtemps tenus en lisière par les gouvernantes du *welfare state*. « *Agression* » retournée en rite de culpabilisation. Mais, balayant devant notre porte, ne



devrions-nous pas voir aussi ce qui se trame dans la même dimension, au-delà des péripéties électorales, avec les 10 % de cet autre Chveïk d'une guerre sale et perdue — notre Le Pen national ?

Le jeu des maîtres

Mais la mémoire qui travaille ici dans le clair-obscur n'est pas seulement celle de l'Autriche, c'est aussi celle du monde, et pas seulement parce que Waldheim fut un fonctionnaire cosmique. A qui devons-nous l'honneur perdu de Kurt Waldheim ? Au bon vouloir d'institutions, de lobbies, de puissances étatiques et para-étatiques qui, soudain, ont entrepris de lever la voile. Pourquoi ? Certainement pas par scrupule historiographique. Admettons que certains petits cercles de la gauche autrichienne, intéressés pour de bonnes raisons de politique et de morale intérieures à faire trébucher l'ex-fringant lieutenant de la Wehrmacht aient amorcé la pompe des révélations, il n'en demeure pas moins évident que leur tentative aurait été vouée à l'échec le plus certain, n'eût été le prompt secours de puissantes institutions d'outre-Atlantique, bientôt relayées elles-mêmes par des journaux américains, yougoslaves dans une certaine mesure, le gouvernement israélien... Et pourquoi ? Pourquoi maintenant ? Impossible de ne pas l'admettre : assurément pour d'aussi mauvaises et tortueuses raisons (d'Etat) que lorsque les dossiers compromettants pour Waldheim furent

mis sous le boisseau lors de son élection au Secrétariat général de l'ONU. Ici encore, la prétendue conscience universelle et la morale qu'elle véhicule dans ses fourgons, la morale de Nuremberg disons, celle qui prétendait faire la lumière, toute la lumière sur le génocide et en châtier jusqu'au bout les coupables pour en éviter d'éventuelles répétitions — cette morale en prend en coup sévère. Que Waldheim ait été, comme le disent les dernières rumeurs viennoises, un protégé de la CIA ou, comme le disent d'autres, que les Yougoslaves se soient assis sur les documents en leur possession en échange de l'attitude « compréhensive » de Waldheim concernant certains dossiers de politique internationale brûlants, nous voyons bien ce que vaut la mémoire de la barbarie nazie, du génocide — et les leçons de morale et d'histoire qui vont avec — telle que la véhiculent les maîtres du monde de tous horizons et confessions. Nous savions déjà que l'administration américaine se serait bien passée de l'enlèvement de Barbie par les Français car elle sut tirer parti de ses talents après 1945 ; que le gouvernement allemand s'est empressé de ne pas réclamer que le boucher de Lyon lui soit livré — à quoi bon remuer inlassablement les vieilles cendres ; qu'en France même nombreux sont ceux qui ne se réjouissent pas trop de la perspective de ce procès qui risque de mettre à mal le mythe sacré de l'unité de la Résistance¹². Avec l'affaire Waldheim, nous savons mieux que jamais que la mémoire institutionnelle de la barbarie nazie, du génocide, est sous haute sur-

veillance, qu'elle est avant tout *instrumentale*, flexible et serve.

Et pour finir, demandons-nous : qu'est-ce qu'un salaud, un criminel de guerre ? C'est un ambitieux, un médiocre *en situation* — pas un monstre. Il suffit de lire le testament de Rudolf Hess, le commandant d'Auschwitz¹³ pour s'en convaincre. Petit homme d'ordre obsessionnel déraciné par la tourmente de l'après-1918, Hess est devenu fonctionnaire de la mort industrielle, mû par le sentiment du devoir et de la nécessité, l'œil rivé sur le rendement et les statistiques. Waldheim, lui, n'a sans doute pas dirigé les pelotons d'exécution des otages yougoslaves, ni fait monter les Juifs crétois dans les wagons de la déportation. Il était dans son bureau, n'a vu que des papiers, a apposé quelques signatures, il était, comme il le dit, « un soldat honnête » qui ignorait qu'à six kilomètres de son bureau, on rassemblait les Juifs de Salonique pour les envoyer au camp, au four (il en est parti quelques dizaines de milliers, il en est revenu quelques centaines). D'ailleurs, c'est bien simple, ce n'est que « ces dernières semaines » qu'il a appris l'existence de ces déportations¹⁴.

Non, la chose est claire, Waldheim n'a rien d'un Eichmann, d'un Barbie, il n'a pas une goutte de sang sur les mains — un peu d'encre seulement sur les doigts, comme ont souvent les ronds-de-cuir, les forçats du rapport et de la circulaire. Et, dans la tête, un grand blanc qui court de 1938 à 1945. C'est pas ça que Sartre appelait un salaud ?

Alain Brossat

1. Photo in *Libération* du 11 avril 1986.
2. *Un métier unique au monde* (Stock, 1977), cité dans *le Monde* du 2 avril 1986.
3. Voir Hannah Arendt : *Eichmann à Jérusalem* (Gallimard, 1966).
4. In *le Monde* du 11 avril 1986.
5. Voir par exemple le livre récent de Lothar Baier : *Un Allemand né de la dernière guerre* (Complexe, 1985).
6. Voir par exemple : *les Barbelés de l'exil*, ouvrage collectif, Presses universitaires de Grenoble, 1979. Lion Feuchtwanger : *le Diable en France*, J.-C. Godefroy, 1985. David Diamant : *le Billet vert*, éditions Renouveau, 1977.
7. Voir à ce propos les réflexions de Pierre Nora in *les Lieux de mémoire* (ouvrage collectif, Gallimard, 1984).
8. Voir les effets de résistance à des films comme *le Chagrin et la pitié* (Marcel Ophüls), *Lacombe Lucien* (Louis Malle) ou à un livre comme *Des Juifs dans la collaboration* de Maurice Rajsfus (EDI, 1980).
9. Voir ses mémoires : *le Flambeau dans l'oreille* (Gallimard, 1982).
10. Voir Carl E. Schorske : *Vienne fin de siècle* (Seuil, 1983).
11. In *le Monde* du 11 avril 1986.
12. Voir à ce propos le premier chapitre du livre de Lothar Baier.
13. Rudolf Hess : *Le commandant d'Auschwitz parle* (Maspero, 1979).
14. In *le Monde* du 9 mars 1986.

Deux ans chez « ceux d'en bas »

*A lire et à faire lire :
Tête de Turc, de Günter Wallraff*

Archi AHMED

Günter Wallraff, journaliste indépendant, vient de frapper un grand coup sur la scène littéraire, sociale et... politique en République fédérale d'Allemagne ! Son dernier livre, *Ganz Unten*¹ (« Tout en bas ») a produit l'effet d'une bombe et pulvérise tous les records de vente. Près de deux millions d'exemplaires ont été vendus en Allemagne depuis sa parution en octobre dernier.

Les révélations contenues dans ce livre, outre qu'elles obligent des magnats du bâtiment-travaux publics à « justifier » certaines de leurs irrégularités (Günter a ainsi gagné certains procès qui lui étaient intentés après la sortie du livre), secouent une opinion publique qui découvre les conditions de travail et d'existence réservées aux travailleurs immigrés.

Tête de turc arrivait d'autant mieux en RFA que la communauté turque est particulièrement visée par les néo-nazillons, ces groupes de *skinheads* d'extrême droite qui sévissent à Hambourg, Berlin, Nuremberg, Francfort et singulièrement dans les cités industrielles de la Ruhr où le taux de chômage est énorme.

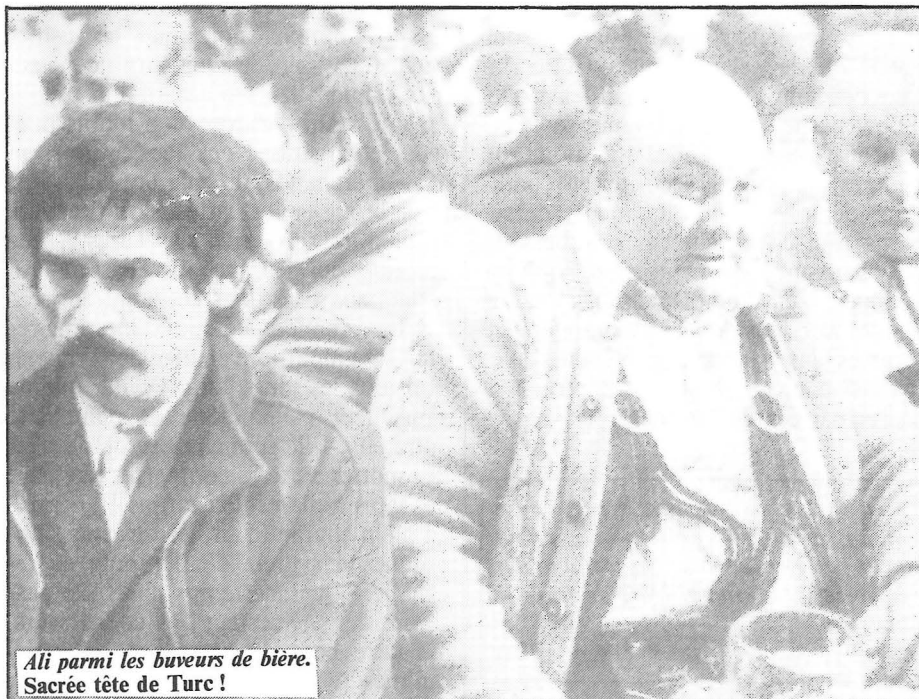
GÜNTER WALLRAFF s'est imprégné depuis vingt ans du sentiment qu'on ne peut parler d'un sujet que si on l'a vécu et que la société ne se démasquant pas d'elle-même, il est nécessaire de se cacher pour l'épier. Pour ce faire, il va prendre l'identité, le « faciès » et le « parler » d'un jeune Turc de vingt-six ans. Ainsi, il aura la possibilité d'accéder à des situations que son âge (quarante-trois ans) et son identité véritables lui auraient certainement interdites. Plus qu'une transformation, c'est une métamorphose qu'il opère. Au point que certains de ses proches ne le reconnaîtront pas, comme ne l'avaient pas plus identifié le ministre du Travail, N. Blum, ou les gorilles de la CDU dont il se joua le soir de la victoire électorale de la droite allemande en mars 1983. Il s'était alors fait passer pour un « fan » du dirigeant fasciste turc Türkes, chef des Loups gris. Günter-Ali refera ce même coup, quelques mois plus tard, au candidat à la chancellerie, Franz-Josef Strauss. Il tint son rôle avec tant d'aplomb que ce Jeanne d'Arc de Bavière² le reçut avec cordialité et déférence, lui consacrant amicalement

un ouvrage biographique³. Les photographes présents ne rateront pas la scène.

Afin de contourner l'obstacle de la langue turque qu'il ne parle pas, Wallraff invente à Ali un passé rocambolesque. Il aura vécu avec sa mère, grecque, après que son père, turc, les eût abandonnés quand il était petit. Tous deux sont venus vivre en Allemagne une dizaine d'années auparavant. Et aux curieux qui souhaitent l'entendre s'exprimer dans sa « langue maternelle », à défaut du turc, Ali servira quelques vers de *l'Odyssée* restés gravés dans la mémoire de Günter depuis l'école. Cette histoire ne surprendra vraiment personne. Ne doit-on pas s'attendre à tout de la part d'un étranger ?

Au charbon !

Son premier boulot, il l'obtient tout bêtement en passant une annonce où il s'offre comme « homme à tout faire ». Il le deviendra vraiment, dans une ferme, du nettoyage des écuries aux menus travaux de peinture. On ne lui demande pas ses papiers, mais il reste isolé toute



la journée, même lors des repas, ignoré des autres salariés, polonais. Ce dédain se transformera en rejet à la moindre pécadille. Ali-Günter ne supporte pas longtemps cette situation et il quitte ce qui était devenu, alentour, la « *ferme du Turc* ». Günter résume ainsi la première année d'existence d'Ali : « *Si j'avais été vraiment Ali, j'aurais eu bien du mal à survivre...* »

Une fois, une seule, Günter renia Ali. Par peur. C'était au stade olympique de Berlin, durant l'été 1983, lors du match de football RFA-Turquie. Toute la différence avec le « *Heysel 85* » réside dans l'absence des trente-neuf morts. Pour le reste, tout y était : slogans nationalistes, injures envers ces « *bouffeurs d'ail* » (c'est ainsi que sont surnommés les Turcs en RFA, même s'ils en consomment moins que de nombreux Allemands !), mots « d'ordre » fascisants, provocations... Chacun peut imaginer l'angoisse ressentie par les Turcs présents.

Avec le temps, le « *métier* » rentre, la carapace durcit. Ali trouve une place dans un MacDonald, à Hambourg. La lecture de ce chapitre n'incite pas à s'y risquer : « *Cinq minutes après être sortie du congélateur, la viande commençait à sentir fortement.* » Les torchons servent indifféremment à nettoyer les tables ou les WC... Pour cette chaîne de bouffe, tous les moyens sont bons pour gagner du fric. Ainsi, les gants de protection sont introuvables car « *ça ralentirait le travail* ». Tant pis pour les brûlures aux mains.

Le gérant du « *restaurant* » décide de tout : durée du temps de pause et même suppression de la pause, durée de la journée de travail ; il statue sur l'état de santé des salariés. Ce n'est pas un

homme, mais un tiroir-caisse. Tout est étudié, jusqu'aux pantalons « *MacDonald* » des serveurs, sans poches pouvant servir à dissimuler un pourboire...

Les marchands de viande

Ali connaîtra les « *marchands de viande* », ces sociétés d'intérim à l'existence plus ou moins légale qui louent ou sous-louent de la main-d'œuvre bon marché à des sociétés ayant pignon sur rue. Les aciéries Thyssen, les fabricants de moteurs Man, ou Mannesmann sont du nombre, tout comme le ministère des PTT qui fait appel à elles pour ses chantiers. Dans certains centres industriels de la Ruhr, tel Duisburg, plus d'une centaine de ces agences feraient recette, raflant sur chaque contrat jusqu'à sept fois ce que gagne l'ouvrier.

Les fausses factures sont monnaie courante, destinées à rouler le service des impôts... Contre une facture de quarante mètres carrés de béton, l'entreprise percevra en réalité le paiement de quarante heures de travail. Ces petits patrons sans vergogne délèguent sur les chantiers des « *lieutenants* » qui décident de tout. Le vendredi soir, les ouvriers attendent dans un café que le « *lieutenant* » rapporte la paie. Bien sûr, cette attente n'est pas comptabilisée en heures supplémentaires. Mais quelle importance puisque, pour ces travailleurs, l'existence elle-même est en pointillés. Que faire sans contrat de travail et quand la moindre remarque risque de vous faire perdre votre travail ?

A la lecture de cette partie du livre, on mesure mieux le sens du combat que

menèrent en France ceux que la presse et les politiciens véreux désignent sous le vocable de « clandestins ». Cet esclavage des temps modernes fait les profits d'une partie de la « bonne société » française ou allemande. Là, point de comités « hygiène, sécurité et conditions de travail » ! Point même de sécurité tout court, sur ces chantiers où les chaussures de protection sont inconnues, bien qu'indispensables, tandis que les rares casques sont de préférence réservés aux quelques prolétaires allemands que le chômage contraint à passer par ces filières d'escrocs.

« Tu vois, c'est pas une bonne chose qu'on a appris l'allemand, qu'on peut parler avec eux. Ça fait que des histoires. Le mieux, c'est de faire le sourd. »

(Page 127.)

Sur ces chantiers, Ali vivra ce racisme qui participe du paysage quotidien et ordinaire de tout immigré. Il saisira pourquoi nombre d'entre eux, parfois après de nombreuses années dans ce pays, ne parlent toujours pas la langue et ne désirent pas trop la comprendre. Une défense contre les réflexions acides, racistes et imbéciles... Une autoprotection en quelque sorte. Ali partagera aussi une solidarité complice avec ses frères de classe, et de couleur, embarqués comme lui dans la galère de l'immigration qui, parfois, semble ne devoir jamais arriver au port. Pour beaucoup, l'expulsion vers la Turquie, en cas de rébellion, signifierait à coup sûr les prisons de la dictature militaire, c'est-à-dire : la torture tous les jours et, souvent, la mort.

Car ces négriers ne s'embarrassent pas de scrupules. Un jour, Günter téléphone à l'une des sociétés qu'il connaît, se faisant passer pour le directeur d'une centrale nucléaire. Il réclame des ouvriers risque-tout pour réparer une prétendue fissure : c'est un travail terriblement dangereux, chaque ouvrier risquant de graves séquelles, à retardement. Cela n'empêche pas la boîte d'intérim de prendre le contrat. Son patron charge Ali (redevenu turc entre-temps) de lui trouver cinq ou six compatriotes. Une fois la tâche accomplie, il aurait suffi de les renvoyer, bon gré mal gré, en Anatolie, sur dénonciation à la police allemande au besoin !

L'« August » exemple

Ali-Günter cherche à se faire embaucher, près de Hambourg, dans une usine où le travail de l'amiante n'est pas

soumis aux règles de sécurité obligatoires. Il apprend alors que les usines August-Thyssen de Duisburg licencient massivement leurs ouvriers afin d'utiliser une main-d'œuvre bien moins onéreuse et organisée que leur fournissent les « marchands de viande ». Parfois, pour brouiller les cartes, une première boîte d'intérim vend ses Turcs à une seconde qui les loue à Thyssen. Ali restera six mois dans cette entreprise.

La première équipe d'intérimaires où il sera incorporé change de composition tous les jours, afin d'éviter que ne s'installent camaraderie et complicité entre eux. Elle sera chargée de dégager des mottes de terre compactes bloquant des tapis roulants. Par moins 10 degrés, en plein courant d'air, les ouvriers s'imposent un rythme d'enfer pour se réchauffer. Quelque temps après, ils passeront dans le secteur des concasseurs, à l'autre bout du complexe industriel qui mesure vingt kilomètres de long sur huit de large. Là, en sous-sol, il s'agit de dégager la poussière qui se dépose sur les machines, à l'aide d'un pistolet à air comprimé. L'air n'est que poussière de coke, à vous étouffer. Des émanations de gaz leur tournent la tête, mais les masques ont été supprimés pour améliorer le rendement. Ali est content de remonter les sacs de poussière, lourds à s'en briser les os, afin de respirer l'air « pur » du dehors.

Un jour, Ali est envoyé dans un autre secteur à risques, où le port du casque est obligatoire, selon les panneaux qu'on s'est bien gardé de leur traduire. Par moins 17 degrés, l'équipe doit dégager à la pioche et à la pelle des coulées de boue gelée. Les gants ne protègent pas du froid. Ils n'ont pas de lunettes de protection, pas de masques contre une fumée suffocante. Ce jour-là, un ingénieur de sécurité constatera, à plusieurs reprises, le niveau toxique des émanations de gaz. Il ne prendra pas pour autant la responsabilité d'arrêter le travail. Tout au plus essaiera-t-il de calmer leur inquiétude. Une telle situation, qui dura toute une journée, n'était pas exceptionnelle.

Ces ouvriers en situation précaire effectuent parfois 300 à 350 heures par mois, quelquefois de 24 à 50 heures de suite, certains comme volontaires, jusqu'à ce qu'ils craquent. Maigres, la mine blafarde, pouvant à peine tenir debout, ils sont alors remplacés par d'autres. Il suffit d'en avoir en stock ! C'est ce qu'on appelle des « pièces d'usure » en mécanique. A la moindre « rébellion », au moindre refus d'heures supplémentaires, annoncées dix minutes avant la fin de la journée « normale » de travail, à la porte ! Tout cela se pratique au vu et au su des responsables de chez Thyssen. Mais puisque la machine

« Les esclaves, on en prenait plus soin que ça avant. Un esclave, ça avait de la valeur, on voulait le faire durer le plus longtemps. Nous, ils s'en foutent qu'on dure pas longtemps. Y en a tellement d'autres qui attendent à la porte pour notre boulot ! »

(Page 112.)



tourne, pourquoi se casser la tête avec la réglementation ?

Le livre fourmille d'exemples où ces quasi-esclaves risquent leur vie. L'un des passages les plus révoltants concerne les laboratoires pharmaceutiques. Ali va servir de cobaye à un laboratoire qui « teste », sans les informer des risques qu'ils courent, sur des paumés, voire des immigrés, des produits non stabilisés, interdits ou à des doses maximales.

Mon métier : cobaye pro !

Ces cobayes professionnels vont essayer les bienfaits d'un remède contre l'épilepsie. Pour cet apport à la « science », ils percevront six mille francs environ. Le test dure onze semaines, en plusieurs étapes. Ils devront, à quatre occasions, rester enfermés vingt-quatre heures de suite au laboratoire pour prendre les médicaments. Après chacune de ces séances, ils viendront quotidiennement se faire faire des prises de sang. Seulement, après la première séance, Ali est pris de vertiges, d'envie de vomir, son champ de vision se rétrécit, les troubles circulatoires et la fatigue l'envahissent... Inquiet, il se rend chez un médecin. Cette consultation le décide à abandonner : Günter sauvera Ali en lui épargnant la fin de l'« expérience ».

Il se propose à un autre laboratoire pour un « test ». On lui explique, en termes très voilés, qu'une utilisation abusive prolongée de ce traitement

modifie le système hormonal. Renseignements pris, il ne se prêtera pas à cette expérience. Sa conclusion : que les profiteurs des trusts testent donc, comme les inventeurs jadis, leurs produits sur eux-mêmes...

Je sais maintenant quelle énergie il faut déployer pour supporter provisoirement ce que mes collègues immigrés doivent endurer leur vie durant.

(Page 117.)

Au-delà de l'aspect essentiel de ce livre-témoignage qui éclaire sans filtre les pratiques multiples de l'exploitation sauvage d'une partie des prolétaires d'Allemagne, Günter Wallraff règle aussi des comptes avec certains secteurs de la société.

Aide-toi, le ciel t'aidera

Dans une partie très cocasse de son ouvrage, il nous conte les aventures d'Ali aux prises avec les représentants de l'Eglise catholique en vue d'obtenir son baptême. Travailleur turc émigré en Allemagne depuis une dizaine d'années, il veut se convertir, pour trois raisons. Premièrement, il se déclare convaincu par la démarche du Christ en direction des opprimés. Ensuite, désirant épouser une jeune Allemande dont la famille exige une union dans la foi catholique, le baptême lui devient nécessaire. Enfin, son mariage lui est indispensable pour

éviter une expulsion vers les geôles turques.

Hélas, les fonctionnaires du culte ne l'entendent pas de cette oreille. Le premier prêtre qu'il rencontre, dans un quartier très chic, le traite avec mépris. Le second, d'un quartier habité par les couches moyennes, accepte de s'entretenir avec lui, mais estime qu'un baptême d'adulte nécessite l'accord de l'archevêque, et ne peut être délivré qu'après une année probatoire avec séances de catéchisme. Ali a beau lui demander de l'interroger sur les « saintes écritures », répondre correctement aux questions à la grande surprise du prêtre, il n'obtiendra que l'adresse d'un « bureau de consultations pour la foi catholique ». Là, un grand prêtre ne se laissera pas impressionner par les exemples de christianisation des pays colonisés, pas plus par le fait qu'Ali lit la Bible sur ses temps de pause, subissant les moqueries de ses collègues, pourtant Allemands et chrétiens... Se faire admettre dans l'Eglise nécessite plus de leçons de code que le permis de conduire !

Après d'autres tentatives infructueuses, Ali se rend dans un petit village, où un jeune curé, en cinq minutes, fait le tour de la question. Considérant la situation avec tout le sérieux qu'elle mérite, il fixe à Ali un délai de quelques jours et une discussion pour devenir membre de sa paroisse et être baptisé. L'origine immigrée polonaise de ce curé lui aura certainement permis de comprendre sa solitude, son isolement face à la répression possible.

La seconde aventure croquignolesque que va vivre Ali tourne autour de... son propre cadavre. Pour cet épisode, un seul accessoire suggestif : une chaise roulante. Tout est dans le jeu de l'acteur, qui convaincra aisément les propriétaires d'une grosse entreprise de pompes funèbre que, ayant contracté un cancer du poumon à travailler l'amiante aux usines Jurid, il ne lui reste plus que deux mois à vivre. Il désire être maître des derniers choix qui compteront dans sa vie. Ainsi, il désire choisir son cercueil et l'acheminement de celui-ci en Turquie. Dès lors, la discussion sera une négociation commerciale sur les différents éléments du prix total, les propriétaires parlant d'Ali à la troisième personne. Ne pas laisser prise à la sensiblerie humaine, telle est la recette du sens des affaires ! Une technique : poser des questions et des questions, comme cela se pratique dans certaines administrations.

Pour tout *gastarbeiter*⁴, le temps semble bien loin où la RFA l'accueillait avec flonflons et grand appareil, comme en 1962, en gare de Cologne, où le millionième travailleur immigré recevait un vélomoteur en signe de bienvenue.

A lire et à faire lire

Ganz unten, un livre à lire et à faire lire dans un contexte européen, et particulièrement français, où les campagnes

haineuses anti-immigrés ont déjà produit leur lot de victimes. Au terme de son expérience, de ce vécu, quotidien pour certains, hors du commun pour les « nationaux », ce n'est pas tant la haine de l'étranger qui l'aura surpris, mais bien plus les quelques marques de gentillesse, de connivence, de solidarité et de fraternité ouvrière.

Depuis la sortie de son livre, outre qu'il a déjà gagné des procès, Wallraff participe à une tournée de réunions-débats organisée par l'IG-Metall, syndicat ouest-allemand de la sidérurgie, membre de la puissante confédération DGB.

« Aie pas peur, on va pas vous faire passer tout de suite à la chambre à gaz ! Enfin, je crois pas. On a quand même besoin de vous pour le boulot, non ? »

(Page 212.)

Au-delà des syndicalistes, c'est tout le milieu associatif, bien plus étendu qu'en France, qui ne cesse de l'inviter pour des « soirées de lecture » suivies de débats, devant des dizaines, centaines voire milliers d'auditeurs et participants. Cela tous les jours, dans toutes les villes d'Allemagne. Première conséquence palpable de cette activité, les autorités policières, judiciaires et l'inspection du travail prêtent une attention particulière aux conditions d'exercice du travail intérimaire, tant dans les entreprises sous-traitantes que contractuelles. Des instructions sont en cours

Un espoir contre l'exclusion

Deux mille skinheads environ ! Chiffres de la police qui dit d'eux : « *voyous plus que nazis* ». Pourtant, la veille de Noël, à Hambourg, un jeune Turc de vingt-six ans était sauvagement battu à mort en pleine rue par cinq de ces « voyous ». Déjà, en juillet, un ouvrier turc avait été retrouvé mort, le crâne défoncé par une dalle en ciment.

« Voyous désœuvrés », assurément, provocateurs, sans aucun doute, avec leurs blousons ornés de slogans du type *White power* ou « *Je suis fier d'être allemand* », mais aussi facilement « embrigadables », et embrigadés lors de rassemblements « nationaux », comme à Hanovre, en 1984, où ils hurlaient le vieux slogan nazi « *Deutschland erwache* » (Allemagne, réveille-toi !).

Le massacre d'ouvriers turcs dans un café de Chatellerault par un adepte de Le Pen et d'Hitler, ou le procès à Montauban des meurtriers d'Habib Grimzi nous rappellent tristement des similitudes de situation. Il ne fait parfois pas bon être turc en RFA, ou maghrébin ici.

Pour comprendre les réactions « quelque peu » xénophobes de la population, il faut peut-être rappeler les discours de la droite (ici et là-bas) sur le nécessaire « retour » dans leur pays d'origine des travailleurs immigrés lorsque la menace, puis la réalité du chômage se fait sentir. « *Trois millions de chômeurs, c'est trois millions... de trop.* » Des kilomètres de murs ont été recouverts par ce slogan chargé, de tout temps, de désigner le « responsable de tous les maux ». Hitler avait désigné « le Juif »,

Le Pen, « l'immigré » ou « l'Arabe », Strauss verrait bien « le Turc » dans ce rôle.

Ganz unten est sorti en pleine campagne d'intoxication sur une éventuelle « ruée » de travailleurs turcs en RFA dès le début de cette année. En effet, l'Etat allemand entretenant des relations privilégiées avec la Turquie depuis le siècle dernier, la liberté de circulation entre ces deux pays entraine en vigueur dès janvier.

Comme en France, en fait, l'un des aspects essentiels du discours anti-immigrés se cristallise autour de la question de la jeunesse. Ici, pour revoir le Code de la nationalité afin d'empêcher les jeunes issus de l'immigration de pouvoir devenir français, là-bas pour fixer une limite d'âge aux enfants que les travailleurs immigrés désirent faire venir vivre auprès d'eux. C'est la peur qu'inspirent à la société allemande les six cent mille jeunes Turcs qui vivent aujourd'hui en RFA. Madame Funcke du Parti libéral souhaite fixer cette entrave au droit de vivre en famille à l'âge de seize ans, alors que, de son côté, Zimmermann, ministre de l'Intérieur, souhaite fixer la barrière à l'âge de six ans. Ce qui, compte tenu des demandes d'entrée, reviendrait à refuser 750 000 enfants. Une paille !

Comme quoi, dans ce contexte, il n'était pas garanti que *Ganz unten* rencontre un tel succès, ni même un simple retentissement. Alors, simple sursaut, ou espoir prometteur ? L'avenir proche nous le dira.

autour des faits cités, qui traduisent l'émotion suscitée dans la population. Tous les leaders politiques se sont exprimés. La presse Springer et le lobby Strauss pour dénigrer bien sûr. Mais ils sont seuls. Dès la publication du livre, des perquisitions ont prouvé l'authenticité des faits rapportés.

C'est essentiellement autour des pratiques de Thyssen, le Renault ou le Sacilor ouest-allemand, que se polarise l'opinion. Le gouvernement du Land de la Ruhr a proposé la tenue d'une commission d'enquête, indépendante, dont les membres seraient proposés pour moitié par l'entreprise, pour l'autre moitié par Wallraff. A ce jour, tous les noms proposés par l'auteur ont été récusés par Thyssen comme liés à des partis politiques. Gagner du temps afin que l'émoi s'estompe et, peut-être, prendre certaines dispositions, semble être la tactique adoptée par le patron.

Adler, en tant que tel, ne nous intéresse pas particulièrement. Avec toute son énergie et son imagination criminelles, il n'a rien d'un personnage exceptionnel. Rien ne serait plus faux que d'en faire un être à part, un monstre. Il n'est finalement que l'un des milliers et des milliers de comparses et profiteurs d'un système fondé sur l'exploitation sans limites et le mépris des hommes.

(Page 307.)

Une grande partie des bénéfices que rapportera la vente de ce livre sera mise à la disposition d'un fonds « Solidarité avec les étrangers », que Wallraff vient de créer et dont les moyens doivent servir à financer des soutiens, conseils, assistances juridiques, des campagnes d'explications vers la population et un projet d'habitat où vivront ensemble Allemands, Turcs et immigrés d'autres nationalités⁵.

Si, à l'occasion de la sortie de l'édition française, s'organisaient des réunions de présentation-discussions avec les organisations syndicales et associations autonomes de travailleurs immigrés, nul ne pourrait s'en plaindre.

Archi Ahmed

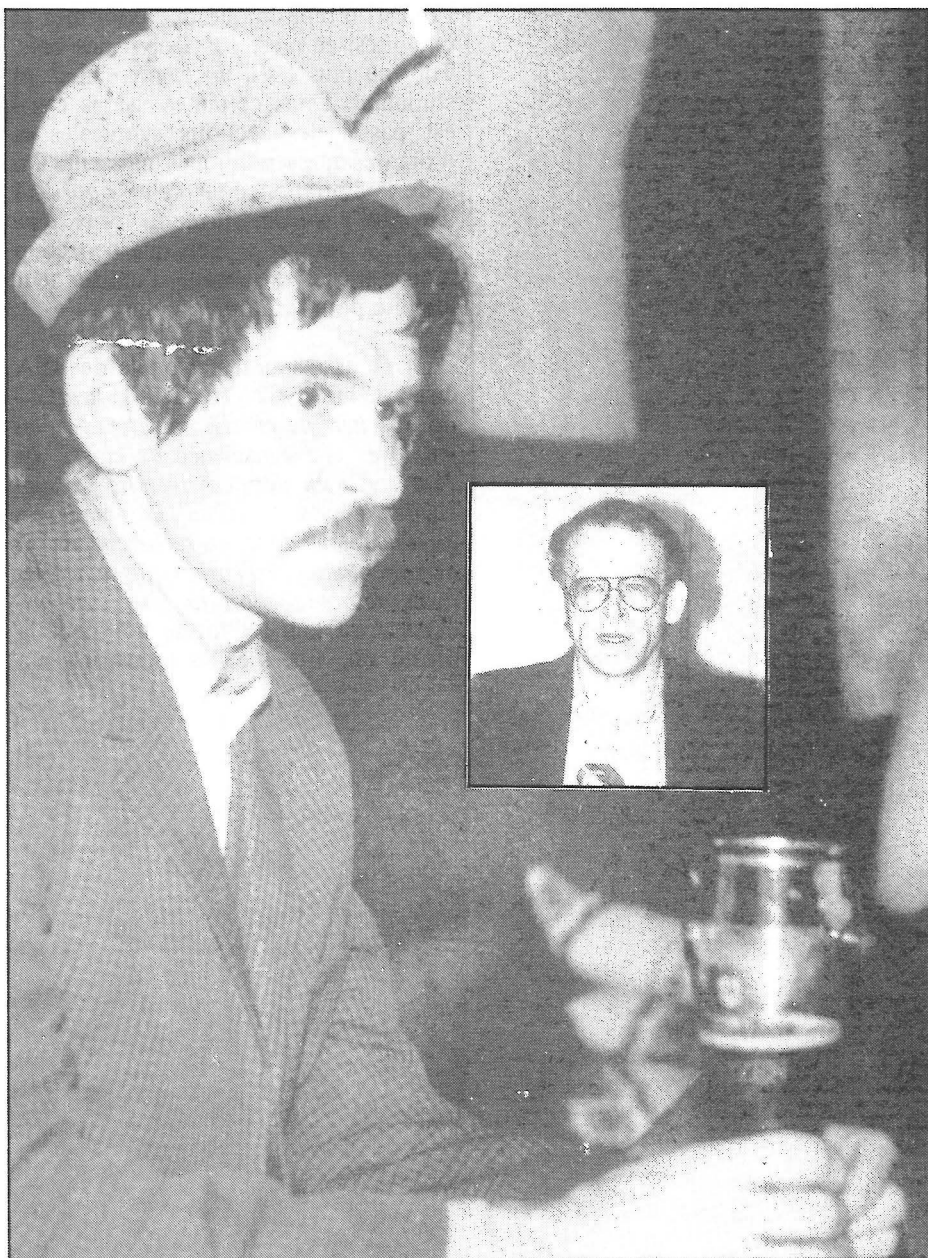
1. Publié en français sous le titre *Tête de Turc*, aux éditions La Découverte, traduction d'Alain Brossat et Klaus Schuffels, 310 pages, 80 francs (en vente à la librairie La Brèche, au prix de 76 francs).

2. A en croire l'avant-propos du livre qu'il dédicace à Ali, Franz-Josef Strauss serait devenu homme politique afin de répondre à « l'appel du devoir ».

3. Photo : « Pour Ali, avec mon salut cordial ».

4. « Travailleur invité ».

5. Les fonds de solidarité peuvent être envoyés à Hilsfond Ausländersolidarität. Postfach 30.14.43. 5000 Köln 30.



Ali-Günter.

Qui est Günther Wallraff ?

Les trois quarts de la population laborieuse de RFA pourraient répondre à cette question, de même que presque tous les étudiants. Les permanents du Deutscher Gewerkschaftsbund (DGB) reçoivent l'intégrale des écrits de Wallraff au début de leur stage de formation. Ce journaliste-reporter de talent, attentif aux petits et grands événements du monde industriel, est aussi un « militant ».

En France, c'est grâce à son précédent livre, *le Journaliste indésirable*¹ qu'on le découvre vraiment. De l'intérieur de la bête à fabriquer des mensonges, « hersant pour cent » réactionnaire², le trust Springer, il donne de l'ampleur, de la résonance, à des pratiques connues et fournit quelques révélations. Il se sert de son imagination et de déguisements pour accéder aux infor-

mations. Les faits sont précis, leur utilisation incisive. Ainsi, les militants savaient que l'exploitation des travailleurs immigrés était pire que celle des travailleurs allemands : lui la vit, l'explique, la clame, lui donne chair et os. Brecht disait : « *Le crime a un nom, une adresse et une apparence*³. » C'est cette maxime qu'il met en application.

En 1975, il s'enchaînera sur une place d'Athènes pour dénoncer la dictature des colonels. Il fera ainsi la connaissance des prisons grecques. En 1976, se faisant passer pour un homme d'affaires lié à l'extrême droite, il entre en contact avec le général Spínola qui prépare un coup d'Etat. Sa dénonciation dans le *Stern* fera grand bruit et sera reprise par de nombreux journaux en Europe.

S'il agit seul, ce n'est pas Zorro.

Porte-voix épisodique des opprimés et exploités, ce n'est pas Robin des bois. Tout au plus est-il un catalyseur et un stimulant. Dans certaines usines où il est passé, des sections syndicales et d'organisations politiques naissent. On a de l'admiration pour celui « *qui leur en met plein la gueule à ceux d'en haut...* ». Tant et si bien que beaucoup d'ouvriers lui proposent d'utiliser leur identité pour continuer à agir.

Une association patronale de RFA disait de lui : « *L'objectif de Wallraff est de susciter parmi les ouvriers et les employés une conscience de classe devant servir en dernière instance à supprimer le système social. Les méthodes qu'il emploie dans la recherche de sa documentation ne peuvent que se heurter à la désapprobation la plus catégorique*¹. » La haine dont le gratifient la presse aux ordres et les industriels n'a

d'égal que sa popularité parmi la classe ouvrière d'Allemagne.

1. *Le Journaliste indésirable*. Cahiers libres Maspero, 1978.

2. Un exemple des exactions du *Bild* : en mars 1965, il publia, sous le titre « *Nous ne voulons plus d'Italiens* », un torchon qui parlait de leur « mauvais » travail, leurs « fréquentes absences », leurs salaires « élevés ». Un an plus tard, *Bild* remet ça. A l'occasion d'un congrès d'associations patronales, le directeur de Daimler-Benz avait insisté sur le rôle de l'immigration indispensable à l'économie allemande. *Bild* titra en lettres imposantes : « *Les travailleurs immigrés plus travailleurs que les travailleurs allemands ?* » Le résultat d'une telle intox ne se fit malheureusement pas attendre, après les ventes à la criée devant les usines automobiles. Trois mille ouvriers de chez Mercedes débrayèrent le midi même et quelques « ratonnades » eurent lieu. Le lendemain, *Bild* titrait fièrement : « *Sans les travailleurs allemands, notre économie serait fichue.* » (Page 146 du même ouvrage.)

3. Du même ouvrage. Cité par Klaus Schufels dans sa préface.

L'héritage communiste en question

Jean LANTIER

Une conscience commence de naître, au travers du débat qui anime les communistes, qu'ils soient ou non encore membres du Parti communiste français. Elle révèle une réalité : il existe une force communiste. Dans laquelle se retrouvent plusieurs générations. Constituée par des membres du parti et d'autres qui en ont été exclus. Dont l'identité se forge autour de la volonté de sauvegarder l'héritage communiste, le savoir-faire et l'expérience accumulés.

REVELEE par maints débats, l'idée que cet héritage ne saurait être dilapidé par la régression actuelle du PCF puise sa source dans le verrouillage des possibilités de débattre à l'intérieur du parti. En effet, les interrogations sur l'avenir du parti, sur son bilan récent, ne remontent pas au tout récent 16 mars. Elles surgirent avec force après le résultat aux élections européennes de juin 1984, s'ajoutant aux doutes de nombreux militants ouvriers, entretenus par la pratique gouvernementale de leur organisation. A cet égard, le chemin public emprunté par les signataires des appels pour un XXVI^e Congrès apparaît comme un passage obligé, tant le XXV^e Congrès national de février 1985 avait été celui du refus de tout débat réel.

Suivre le développement des débats qui animent les militants communistes depuis ces deux dernières années, c'est prendre la mesure des interrogations actuelles, qui sont partagées par bien d'autres secteurs du mouvement ouvrier.

L'onde de choc des européennes

« Les résultats des élections européennes, écrivait J. Ooghe dans sa tribune du XXV^e Congrès, ont accéléré le processus de marginalisation du parti,

apparu en pleine lumière aux présidentielles de 1981. » En décembre 1984, *l'Humanité* publiait des textes de militants historiques et chevronnés qui, dès ce moment, relataient la conscience des dangers de « groupuscularisation » du PCF, selon les termes employés à l'époque par Tony Lainé et Daniel Karlin.

Le XXV^e Congrès se devait de traiter cette question de fond. Lucien Lanternier, maire de Gennevilliers, mettait en garde le parti sur la manière d'aborder le sujet. « *La recherche des raisons de ce recul, expliquait-il en décembre 1984, ne peut se limiter aux retards historiques.... Elle doit, pour tirer toutes les conséquences au plan politique, intégrer la nécessaire dimension critique et autocritique sur les orientations et les pratiques propres du parti avant 1977, mais aussi de 1977 à 1981, puis de 1981 à 1984.* » Lucide, le maire de Gennevilliers précisait : « *Toute impasse sur ce point ne pourra que renforcer le recul de crédibilité de notre direction.* »

Précisément, la démarche de la direction du PCF fut inverse. La décision centrale, continuer de participer au gouvernement ou en sortir, qui relevait d'un congrès, était déjà prise, le 20 juillet 1984, vidant ainsi les assises nationales de tout enjeu immédiat. Le seul point d'achoppement possible demeurerait celui des bilans. Ni le document d'orientation fourni aux militants, ni le

rapport de Georges Marchais ne voulaient laisser prise à un tel retour sur un passé récent. La technique de la direction consista à présenter un long dégagement historique sur l'Union de la gauche et la responsabilité de la direction de Thorez, notamment dans son refus de prendre en compte le rapport Khrouchtchev au XX^e Congrès du PCUS, en 1956.

Pendant quatre ans, les militants du PCF discutaient de leur participation au gouvernement, des rapports de forces avec la social-démocratie. La direction, en guise d'explication, leur répondait par un manuel d'histoire réécrit en toute hâte. Comment un tel congrès aurait-il pu satisfaire la soif de débat et les interrogations largement répandues ? Le nombre des abstentions et des votes contre le document d'orientation atteignit un record. Malgré les filtres traditionnels entre les sections et les délégations des sections aux congrès fédéraux, ces derniers comptabilisaient 334 contre et 856 abstentions, soit 10 % des délégués régionaux, traduction atténuée de l'ampleur, dans les structures de base, du rejet de la ligne proposée.

Le XXV^e Congrès fut invité par Georges Marchais à répondre à la question suivante : « *Est-ce dans notre propre activité qu'il faut chercher les raisons principales de la situation actuelle ? La réponse du projet de résolution, que nous proposons au congrès de confirmer, est non !* » Ce non fut largement adopté avec le reste du texte, mais la note à payer est présentée aujourd'hui.

Car les acteurs du courant démocratique actuel étaient déjà en place dès ce moment. Ils respectaient intégralement la procédure interne, jouant le jeu de l'organisation des débats suivie par la direction. C'est ainsi que les délégués des fédérations de Meurthe-et-Moselle, du Puy-de-Dôme, du Doubs, des Hautes-Alpes, de la Corse-du-Sud, de la Drôme, de la Haute-Vienne, firent part aux congressistes, sous des formes diverses, de leur volonté de démocratiser le parti, d'obtenir un débat autocritique sur les événements récents.

Sans la moindre surprise, bien des porte-parole de ces fédérations, Jean Villanova du Puy-de-Dôme, Alain Amicabille de Meurthe-et-Moselle par exemple, et nombre de militants qui les soutenaient, se retrouvent aujourd'hui parmi les trois mille signataires de l'appel pour un XXVI^e Congrès. De ce point de vue, la continuité est absolue.

La direction centrale a été attentive à une seule chose. Ces fédérations, par leurs positions, menaçaient de distendre les rapports hiérarchiques avec le bureau politique. Sa réaction fut donc de normaliser les directions fédérales, les derniers épisodes se déroulant en ce



Au cœur d'une certitude, celle de la crise, une interrogation : quel avenir pour le communisme ?

moment. Mais, sourde aux inquiétudes des militants sur l'avenir du parti, ignorant ces critiques à l'intérieur du parti, c'est par les médias interposés qu'elle les entend aujourd'hui. Karlin et Lainé disaient : « *Si la direction n'entend pas, elle ne peut plus être entendue et c'est alors le parti tout entier qui, vis-à-vis du peuple de ce pays, risque de se transformer en un système clos.* »

L'effet XXV^e Congrès

A défaut d'apporter des réponses satisfaisantes, le XXV^e Congrès sert de tremplin à une orientation antisocialiste, qui accentue la division interne des militants.

La direction mène la vie dure à ses élus municipaux, en les forçant à la rupture avec le PS, mettant ainsi en jeu leurs sièges électoraux. En juin 1985, Georges Marchais dénonce l'accord PS-PC passé à La Seyne, théâtre varois d'élections municipales à répétition. En novembre 1985, à Saint-Denis, l'appareil central n'hésitera pas à détourner une manifestation enseignante pour tenter de la transformer en affrontement avec la police, chargée de protéger la visite de Mitterrand. *L'Humanité* appuiera publiquement ses permanents contre le maire communiste, Marcelin Berthelot. De quoi alimenter une fronde des élus, qui se retrouvent en nombre

respectable parmi les signataires de l'appel pour un XXVI^e Congrès.

Chaque initiative antisocialiste, loin de ressouder les rangs, les divise un peu plus. Concernant la CGT, la brutalité avec laquelle la croisade antisocialiste est menée atteint des sommets. Le comité central de mai 1985, qui ne peut plus assurer l'étanchéité de ses travaux, tant il est évident que nombre de ses membres ont intérêt à en éventer le contenu, rappelle à l'ordre les communistes de la CGT. Henri Krasucki et les cégétistes du CC passeront en procès pour mollesse syndicale à l'égard des socialistes.

Quelques jours après, intervient l'affaire SKF. Opération montée au moyen des élus municipaux, du service d'ordre central et de militants cégétistes venus de divers horizons, la bataille de rue avec les CRS, la « reprise » de l'usine fermée, valaient plus par l'impulsion de l'extérieur de la CGT d'une campagne anti-PS, que pour sa qualité revendicative. Ce genre d'actions minoritaires sera encore utilisé à la rentrée 1985, par l'exposition aux Champs-Élysées des voitures Renault, dont le tort est d'être composées pour partie de pièces étrangères.

Ainsi, à la veille du 16 mars 1986, le message du PCF est quelque peu brouillé. Il n'a pas déclenché de vastes luttes de masse hors du gouvernement, il a recouru à des actions minoritaires. Il a dénoncé fermement le PS sans avancer une orientation alternative. Sa

campagne présente les candidats communistes comme les défenseurs des travailleurs, mais son contenu réel porte sur la dénonciation de la cohabitation entre la droite et le PS. Sa ligne sur la gestion et les contre-propositions industrielles emplit les colonnes de sa presse, mais ne fait pas recette dans les entreprises.

Hors du gouvernement, le PCF ne remonte pas la pente. En novembre et décembre 1985 se situe l'offensive interne de Pierre Juquin. Son livre, *Autocritiques*, paraît en novembre. En décembre, invité par les fédérations du Puy-de-Dôme, de l'Hérault, de Meurthe-et-Moselle, il réalise une tournée en province dont le résultat brut est de le faire apparaître comme le grand catalyseur du débat démocratique.

Au-delà de cette tournée en province, il apparaît que les forces communistes se mobilisent peu pour la campagne électorale. Dans le parti, on retient plutôt son souffle en attendant les résultats du 16 mars. Comment la direction pourrait-elle mobiliser l'ensemble des militants, alors que les opérations de normalisation internes, par exemple dans la fédération de la Seine-Saint-Denis, vont bon train... François Asensi ayant été écarté de son poste de premier secrétaire fédéral, l'offensive continue sur le terrain des listes électorales. L'ancien ministre Jack Ralite ne sera tête de liste qu'aux régionales et c'est l'homme fidèle de Georges Marchais, Jean-Claude Gayssot, qui conduira celle des législatives. Cette manière de procéder mécontente à la fois l'appareil des municipalités, les militants qui accordent une large estime à Jack Ralite et tous ceux qui n'acceptent pas le « parachutage » de Gayssot.

Au centre, l'avenir même du parti

C'est dans ce contexte qu'intervient le score historique du 16 mars 1986. Il n'est pas le point de départ d'une contestation interne brusquement apparue, mais le point d'orgue d'un mécontentement qui couve sous diverses formes depuis des années. L'expression électorale de l'échec du parti vient conforter l'idée répandue de sa marginalisation, des dangers de régression définitive qui le guettent. La réaction publique sera d'autant plus ample que la direction n'a pu mettre à son actif aucun élément positif depuis la sortie du gouvernement.

« Non, nous ne pouvons laisser sans réagir des dirigeants continuer à imposer

à notre parti des pratiques, un langage et un mode de fonctionnement qui le conduisent inexorablement à sa perte. » La phrase clé de l'appel pour un XXVI^e Congrès du PCF, qui a recueilli à ce jour trois mille signatures, un record historique, pose d'emblée le centre de gravité du vaste mouvement démocratique qui traverse le parti.

Les militants exigent, d'une part, un débat démocratique, et, d'autre part, un débat portant sur l'avenir de leur organisation. L'aspiration démocratique ne peut être contenue, parce qu'elle touche à l'essentiel, à savoir l'existence même du PCF, les risques de marginalisation qu'il encourt à demeurer immobile et sourd aux sirènes d'alarme. Pour les élus et militants de Longwy, livrant leur démarche lors d'une conférence de presse, *« c'est la survie du parti dont il est question »*. Le titre de leur appel reprend l'idée : *« pour sauver le Parti communiste français »*. *« Sauver le Parti communiste ? De quoi ? De qui ? Et pourquoi un tel cri d'alarme ? »*, demandent les communistes lorrains. Cela correspond à l'autre interrogation : *« A quoi peut bien servir un Parti communiste à un tel pourcentage ? »*

André Moroni, en compagnie de Maurice Moissonnier et Yves Vargas, lance de façon non publique un appel qui commence par la phrase : *« Nous ne pouvons nous résoudre à être un parti marginal et le rôle de premier groupuscule de France ne sied pas, à notre avis, au Parti communiste. »*

L'ampleur de la crise s'inscrit d'elle-même dans ces déclarations, venues d'horizons communistes divers. Le mouvement démocratique est faible parce qu'il n'offre pas, de manière homogène, de réponse alternative, mais il est fort parce qu'il repose sur un doute très largement répandu, touchant à la fonction et à l'identité du Parti communiste. Ce mouvement démocratique, pour disparates que soient les réponses qui le traversent, unit plusieurs générations de communistes, à différents niveaux de responsabilité. Qu'on ne s'y trompe pas. L'appel pour un XXVI^e Congrès, pour lequel Tony Lainé et Daniel Karlin servent de boîte aux lettres, est contresigné essentiellement par des élus municipaux et des membres de professions moyennes. Mais, pour une signature, combien de militants qui, bien qu'ils ne se mouillent pas pour l'instant, sont d'accord avec une telle exigence démocratique ? Quels que soient le sort et le score final de cette pétition, après le XXV^e Congrès, un tabou est transgressé collectivement par des militants, celui consistant à recourir à une démarche publique, rompant les frontières des cellules et des sections, pour formuler un désaccord de fond. Le

6 avril, devant les micros de RMC, André Lajoinie reconnaîtra que « *eh bien oui, il y a une minorité au Parti communiste. Mais elle reste une minorité* ».

Le mouvement démocratique ne saurait suffire à résoudre les questions qu'il engendre. Le problème d'une orientation alternative à celle de la direction, d'une réponse à la démarche des communistes critiques, est immédiatement posé. Ce débat est d'autant plus urgent que, faute d'éléments ou de pistes de réponses, la démoralisation guette... Tony Lainé et Daniel Karlin se font l'écho de la fragilité de leur propre

combat d'une gauche clandestine à l'intérieur du PCF, le rassemblement des forces communistes et révolutionnaires à l'extérieur du PCF. Ces trois réponses connaissent une diffusion nationale. Aucune d'elles n'emporte le sentiment majoritaire.

Pour Henri Fiszbin, qui se présente comme élu communiste sur une liste PS, l'héritage communiste n'a d'autre sauvegarde que de s'inscrire au compte de la social-démocratie. Prenant acte de la place que le PS occupe dorénavant, il tente de pousser la logique réformatrice du PCF jusqu'à l'extrême. Pour le député « apparenté socialiste » des Al-



Réunion du comité central, octobre 1984.

De gauche à droite : G. Plissonnier, G. Marchais, R. Leroy, P. Juquin.

courant dans les colonnes du *Monde* : « *S'il s'avère que ce mouvement ne débouche pas, si cette fois encore, alors qu'il s'agit de la survie du parti, nous expérimentons la volonté de la direction de castrer le mouvement oppositionnel, il faudra tirer la conclusion que nous ne pouvons rester dans ce parti-là.* » Confrontés au refus de la direction, les militants communistes apportant une foi entière à leur démarche sont susceptibles d'aller rejoindre le premier parti de France, celui des ex-communistes. Si une telle démoralisation tend à s'afficher si promptement, formulée par les porte-parole du mouvement démocratique, n'est-ce pas que la mouvance communiste dégagée à cette occasion, qui prend conscience de la réalité de son existence, ne saurait rester indéfiniment sans perspective politique ?

Les orientations en présence

Il n'est pas abusif de classer les réponses présentes dans la crise actuelle du PCF. Elles peuvent entrer dans trois catégories : la satellisation par le PS, le

pes-Maritimes, « *le clivage historique qui a séparé les deux branches du mouvement ouvrier, et qui est bien antérieur à la Révolution russe de 1917, qui date de Marx lui-même, a opposé ceux qui pensaient possible d'améliorer le capitalisme par la démocratie et ceux qui pensaient, avec Marx, que l'on ne pouvait pas le démocratiser, qu'il fallait le supprimer. C'est un clivage qui a eu sa raison d'être mais qui est totalement périmé aujourd'hui parce que l'histoire a tranché* ». On ne saurait considérer Henri Fiszbin autrement que comme un militant ayant suivi une trajectoire somme toute assez logique, puisqu'elle est inscrite dans l'orientation du PCF. « *Le mouvement ouvrier doit conquérir une place éminente dans la gestion des sociétés au plan économique comme au plan politique* », explique-t-il, reprenant les thèses chères à Philippe Herzog et Paul Boccara. Ainsi, le réformisme en germe dans l'orientation « moderne » du PCF produit ces opposants conséquents qui trouvent naturel, en se débarassant des oripeaux centralistes de leur parti, de s'enrôler dans une organisation voisine, pratiquant sans fausse honte un réformisme assumé. Henri Fiszbin et ceux de *Rencontres commu-*

nistes hebdo (RCH) qui le suivent deviennent donc les rabatteurs des communistes perdus, tentant de les attirer dans les filets sociaux-démocrates.

Henri Fiszbin n'est pas l'enfant monstrueux d'un PC révolutionnaire, mais l'enfant nature! d'une dérive réformiste du parti lui-même. Ce chemin-là, d'autres peuvent l'emprunter par des voies plus détournées. La fascination exercée par le PC italien conduira à une réponse de nature semblable. Pour ces militants, le PCF souffre de ne pas aller assez loin dans la voie réformiste. Ce sont ces militants qui parlent le plus volontiers de « culture communiste », voire de « peuple communiste », comme pour mieux désincarner l'expérience des communistes, lui conférer un aspect de pur esprit, aisément logeable dans les grands plis maternels du parti social-démocrate français.

Deux démarches, rompant avec la direction actuelle du PCF sur sa gauche, sont proposées aux communistes critiques. L'une mise sur un possible cheminement interne au parti, l'autre tire un trait sur une possible rénovation du PCF et appelle de ses vœux un rassemblement large des forces du mouvement révolutionnaire.

Le texte de l'appel pour un XXVI^e Congrès, contresigné par André Moroni, Maurice Moissonnier et Yves Vargas, donne un contenu radical aux débats exigés. Pour eux, le « nouveau rassemblement populaire majoritaire, objet central des travaux du dernier congrès, aurait pourtant pu être un moyen d'union à la base entre communistes et socialistes, union qui reste indispensable si on veut un progrès démocratique en France ». « Que cela vous plaise ou non, expliquent-ils, on ne fera pas le socialisme en France sans l'union avec les sociaux-démocrates. »

Se plaçant dans la perspective de « l'union pour une démocratie, étape nécessaire au socialisme », les signataires, avec André Moroni, estiment que « c'est du Parti communiste français et de lui seul que peut émerger le parti des communistes français. Pour le renouveau du PCF, les militants ne peuvent compter que sur eux-mêmes ». Mais rien ne permet, dans le texte largement distribué, d'étayer l'idée d'un redressement possible du PCF. L'affirmation finale demanderait quelques compléments, en particulier une démonstration selon laquelle un nouveau parti peut naître de ses cendres, ou que les révolutionnaires membres du Parti communiste puissent y prendre une place prépondérante. C'est avec soin, en revanche, qu'André Moroni délimite son texte par rapport aux « nouveaux critères de gestion », chers à Fiszbin et

Herzog. Pour lui, « force est de constater qu'ils proposent d'aller vers le socialisme entreprise par entreprise, comme si le capitalisme, loin d'être un système structuré (économie, politique, idéologie, national-international...), était une myriade de petits îlots indépendants ». Il est vrai que ces nouveaux critères de gestion et le nouveau rassemblement populaire majoritaire laissent perplexes nombre de militants ouvriers, qui ne lisent pas couramment le vocabulaire particulier des économistes du parti. Reste à savoir quel avenir André Moroni réserve à son appel. Il se heurtera à une question de fond : le PCF est-il renouvelable ? Il semble que l'attitude actuelle d'un appareil rivé à la bataille pour sa survie implique une réponse négative à cette interrogation.

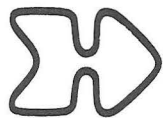
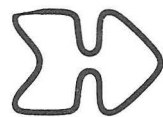
Maurice Kriegel-Valrimont ne se situe pas dans la perspective d'une rénovation du Parti communiste. L'ancien commandant FTP de la zone sud estime qu'« il est avéré que toute alternative est écrasée si elle n'offre pas de perspectives historiques ». Pour lui, « il est impossible d'enfermer le courant communiste dans l'étroitesse du dogmatisme stalinien (...) La crise du PCF qui n'a cessé de se développer ne s'explique pas autrement que par la réalité de ce courant ». Kriegel-Valrimont définit ce courant à partir de « la volonté de transformer la société sans incohérence dogmatique, le rejet du stalinisme sans antimarxisme vulgaire ».

La réponse qu'il apporte au renouveau du courant révolutionnaire est à l'opposé de celle de Moroni : « Que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du PCF, il suffira que ceux qui, en France, ont la volonté de ne pas se limiter aux objectifs du PS se retrouvent pour que le courant révolutionnaire redevienne une force. » Message unitaire s'il en fut pour un vieux dirigeant communiste, il précise qu'« il faut que tous ceux, quels que soient les âges et les nuances, qui veulent voir vivre ce courant, conjuguent leurs efforts ».

L'hypothèse Kriegel-Valrimont correspond à l'état actuel de l'éclatement des forces du courant révolutionnaire. Par courant révolutionnaire, il faut considérer ce qui ressort de l'expérience propre des militants communistes, qu'ils soient ou non membres du PCF, et celle des militants issus des forces d'extrême gauche, des syndicats, des luttes ouvrières les plus combatives.

Les militants issus des rangs du Parti communiste ont ceci en commun qu'ils doivent tout faire pour que ne se perdent pas un savoir-faire, une expérience militante communiste bien particuliers. Il y a bien une réalité communiste, éparpillée, mais qui produit une conscience réelle d'être une force, non

ABONNEMENTS



ABONNEMENT A DOMICILE		Nom :
	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER
1 - AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique Communiste + les n° hors série de Critique Communiste	450 F	500 F
2 - SIX MOIS D'EXPERIENCE DEL'HEBDO «ROUGE» 6 mois = 24 numéros	160 F	
3 - CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F

Prénom : _____

Adresse : _____

Formule choisie : ☐

Réglement à l'ordre de PEC
2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil
Tel : 859 00 80

assimilable au Parti communiste, fondée sur une identité révolutionnaire ; là se situe une démarche spécifique de rassemblement de ces énergies éparpillées, de manière d'autant plus urgente que l'atomisation de ses éléments accroît le danger de dissolution.

Pour autant qu'existe cette expérience communiste spécifique, la situation actuelle de l'extrême gauche et du mouvement syndical pose un problème similaire. L'expérience de la gauche au pouvoir a donné un coup d'accélérateur décisif à la crise de l'ensemble du mouvement ouvrier, et a fait apparaître la carence des réponses ouvrières à la crise. Rassembler les forces révolutionnaires est une question qui se pose parallèlement à la crise du PCF.

Rassembler les forces vives du communisme, les énergies éparses du mouvement ouvrier révolutionnaire, devient l'impératif de ceux qui veulent résister à la crise dans la perspective de la rupture avec le capitalisme. Il ne s'agit pas d'additionner les forces résiduelles d'expériences politiques passées, mais d'unir les énergies nouvelles pour gagner les jeunes générations à la perspective révolutionnaire. Qui peut croire un instant qu'une telle tâche sera menée à bien sans le rassemblement des forces communistes et sans la rencontre de ces forces avec d'autres militants

porteurs d'expériences militantes issues d'autres horizons ? Le mouvement ouvrier, pour ne pas régresser dans la voie social-démocrate, doit relever le défi de sa propre crise, globale.

Construire une force révolutionnaire, unifiant les militants d'âges différents et d'expériences diverses, c'est se poser deux objectifs. Le premier consiste à réaffirmer que la perspective révolutionnaire n'a rien à faire au musée, quelles que soient les modes intellectuelles du moment. Précisément, bâtir une perspective révolutionnaire crédible, c'est ouvrir à la réflexion, à la pratique ses propres rangs, et affirmer qu'on ne parviendra à atteindre pareil horizon révolutionnaire que par la construction d'un nouveau parti révolutionnaire. Le deuxième objectif, lié au premier, c'est évidemment de prendre l'état actuel du mouvement ouvrier tel qu'il est, avec ses limites et sa richesse, afin de comprendre que nulle force ne peut prétendre représenter à elle seule, et par son seul développement linéaire, le lieu de construction du futur parti révolutionnaire. Des rapprochements, des fusions, des démarches unitaires ont toujours été et seront toujours nécessaires à cela. C'est à cette tâche que s'attèle la LCR.

Jean Lantier

Dans le prochain numéro de *Critique communiste*, une table ronde, réalisée à l'occasion de la Rencontre européenne sur les plans ouvriers alternatifs, qui s'est tenue en avril à Bruxelles. Sur le thème : une alternative à la crise. Avec Frieder Wolff (député européen, Grünen), Henry Benoît (FGA), Pierre Rème (LCR).

Table ronde



L'après-16 mars...

PIERRE BAUBY (PAC)
ALAIN KRIVINE (LCR)
JEAN-CLAUDE LE SCORNET (PSU)
MAURICE NAJMAN (FGA)

Afin de poursuivre l'analyse de la situation ouverte par le 16 mars et confronter les positions et propositions des uns et des autres, *Critique communiste* a invité Pierre Bauby, porte-parole du Parti pour une alternative communiste, Jean-Claude Le Scornet, secrétaire national du Parti socialiste unifié, Maurice Najman, membre du secrétariat national de la Fédération de la gauche alternative, et Alain Krivine, membre du bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire.

Trois questions ont été posées aux participants de cette table ronde.

◇ *CRITIQUE COMMUNISTE.* — *La droite a emporté la majorité absolue à l'Assemblée. Quel est votre pronostic ? La « cohabitation » va-t-elle finalement se dérouler sans heurts majeurs ou, au contraire, va-t-on vers un certain renouveau des luttes et vers une instabilité institutionnelle ?*

PIERRE BAUBY. — Il est d'abord nécessaire de revenir sur la signification des résultats du 16 mars. Car les résultats électoraux reflètent toujours, même de façon déformée du fait des différentes contraintes institutionnelles, financières ou médiatiques, la réalité et ses transformations. Ils sanctionnent des évolutions, traduisent des mouvements antérieurs. Et, en même temps, ils dessinent de nouveaux paysages politiques, pèsent sur les évolutions et jouent un rôle de structuration pour l'avenir.

Le rapport de forces gauche/droite — 44 %/54,6 % — est sans précédent à des élections législatives ou présidentielles depuis la fin des années soixante. Le fait que RPR et UDF obtiennent tout juste la majorité absolue des députés ne tient pas aux résultats de la gauche, mais à la part du Front national dans les résultats de la droite.

En fait, compte tenu de l'importance des suffrages qui se sont portés sur l'extrême droite, les résultats du 16 mars traduisent une poussée à droite de l'électorat encore plus importante que ne laisserait penser l'écart de dix points gauche/droite.

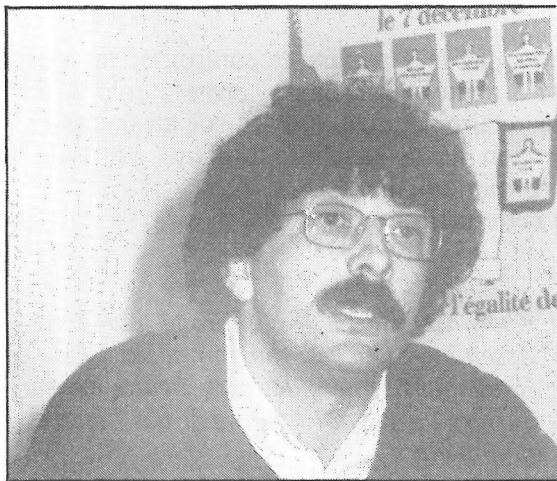
Cette poussée à droite, et donc cet échec d'ensemble de la gauche, révèle les transformations profondes, économiques, sociales, culturelles et idéologiques, intervenues ces dernières années. Citons en particulier les effets de la crise et de l'offensive du capital, engagée à partir de 1976 contre les travailleurs, la croissance du chômage et de la précarisation de l'emploi, le développement d'une société duale, la montée de l'individualisme par rapport au collectif, de la recherche de solutions individuelles à la crise par rapport à la solidarité.

Le mouvement ouvrier et populaire traverse une crise

historique et généralisée que traduit l'échec enregistré le 16 mars et que manifestent de nombreux phénomènes : baisse des effectifs, des moyens et du militantisme de toutes les organisations, divisions et exclusives réciproques, désaffection grandissante des travailleurs, en particulier des jeunes, reculs sur l'emploi, le pouvoir d'achat et la protection sociale. Cette crise a été encore aggravée par l'échec de la gauche au gouvernement et s'est concrétisée en décomposition politique et organisationnelle généralisée.

La victoire de la droite, comme la politique annoncée par le gouvernement Chirac, signifient accentuation de l'offensive du capital, qui vise à profiter de l'affaiblissement des capacités de résistance des travailleurs et du mouvement ouvrier et populaire pour rechercher une victoire qui lui permettrait de consolider durablement sa domination. Il n'y a aucun déterminisme à attendre quant à un renouveau des luttes dans les prochains mois, du fait de la réduction des capacités d'action du mouvement ouvrier, syndical et associatif. La tendance principale est à une accentuation du phénomène de décomposition, au découragement et à l'effilochage.

Quant à la « cohabitation », elle apparaît pour ce qu'elle est : non une collaboration ou une alliance, mais la concrétisation institutionnelle du rapport de forces du 16 mars. En perdant la majorité à l'Assemblée nationale, François Mitterrand perd l'essentiel des pouvoirs exercés depuis 1958 par les présidents de la République. Il garde certaines prérogatives qui constituent quelques garde-fous, mais il est pour l'essentiel contraint d'accepter la politique du nouveau gouvernement, du moins tant qu'il ne décidera pas, par la dissolution de l'Assemblée ou par sa démission, de nouvelles élections.



JEAN-CLAUDE LE SCORNET. — Les analyses des élections du 16 mars (inutile ici de différencier les législatives des régionales, tant les résultats sont voisins) ont curieusement occulté une réalité du nouveau paysage politique, celle d'une très large défaite de la gauche, pour ne retenir que la faiblesse de la majorité parlementaire UDF-RPR.

Il s'agit pourtant d'une défaite historique pour la gauche. Non seulement parce qu'il faut remonter bientôt à vingt ans pour retrouver un score aussi bas, mais surtout, parce que ce résultat électoral consacre une réalité sociale et politique qui doit peu au conjoncturel. C'est la traduction électorale de l'échec de la gauche face au problème du chômage.

L'institutionnalisation d'une société duale, où la fracture s'installe et se pérennise en fonction du rapport

de chaque individu à son statut de travailleur ou à celui de chômeur, exclus du champ social, et par là du champ politique traditionnel, une partie importante de la population. Singulièrement celle dont les couches sociales constituaient le socle de l'électorat de « la France qui gagne », soumis aux conditions d'existence de plus en plus précaires, privés de toute perspective de modification sensible et collective de leur sort, en prise au désarroi et à la désespérance, qui deviennent masse de manœuvre potentielle à toutes les démagogies.

Le scrutin « proportionnel » a reflété cette situation en donnant au Front national la même représentation parlementaire que le PCF, au risque de priver l'Assemblée nationale de tout fait majoritaire. Par contre, ce mode de scrutin a masqué, compte tenu de la marginalisation du PCF, l'impossibilité désormais pour le PS, même à 40 %, de reconstruire seul une stratégie de gauche pour la reconquête de l'ensemble du pouvoir d'Etat.

D'où le caractère triomphal qu'a donné le PS à la défaite électorale aux premiers jours de l'après-16 mars. Ce faisant, on a feint d'oublier que la droite dispose de l'importante réserve que constituent les trente-cinq députés du Front national. « Oubli » révélateur de la gêne de l'opinion publique et de la classe politique, soucieuses l'une comme l'autre de leur respectabilité, mais oubli conjoncturel, le temps que ces nouveaux « élus du peuple » aient acquis l'honorabilité que confère le passage aux tribunes et aux fonctions institutionnelles. Voilà qui est presque déjà fait et contractualisé sous forme d'accords avec la droite dans certains conseils régionaux et tacitement à l'Assemblée nationale. Le véritable enjeu politique de la cohabitation est de créer et affermir les consensus lourds de la société française en favorisant la marginalisation de leurs détracteurs. Ainsi est cultivée l'idée force selon laquelle n'existe aucun autre projet de société crédible que celui basé sur une économie mixte dans le cadre du marché capitaliste international avec ce qu'il impose de consensus en matière de défense et de relations extérieures notamment. Ainsi s'affirment les gens sérieux et responsables partageant un projet de société semblable, tout en différant sensiblement sur la façon de gérer, en opposition aux extrémistes des deux bords et autres utopistes.

Ainsi tente-t-on d'évacuer la référence à une alternative politique et sociale et à toute pratique de rupture avec le capitalisme sur laquelle s'était fondé le mouvement ouvrier et populaire français.

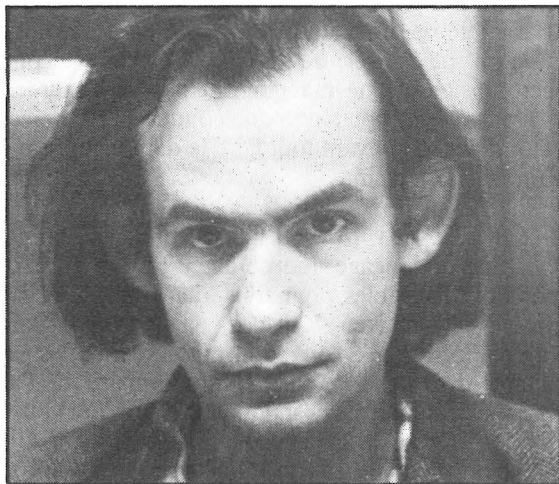
Ainsi se créent dans l'opinion publique les conditions subjectives imposant l'alternance comme la forme moderne de la gestion démocratique du pouvoir.

La cohabitation apparaît moins alors comme un pragmatisme institutionnel obligé que comme un temps nécessaire et voulu à la mise en œuvre d'une stratégie commune aux forces politiques se disputant l'alternance du pouvoir d'Etat. La déclaration de Mitterrand aux Assemblées ne laisse aucun doute à ce sujet.

Combattre cette stratégie ne consiste certainement pas, comme le fait le PCF, à identifier les forces politiques qui y concourent. Cette commune dénonciation de la droite et de la social-démocratie, parce qu'elle est fondamentalement dédaigneuse des différences de conditions d'existence que génèrent la gestion sociale ou l'exploitation de la crise pour ses victimes, met en pleine lumière l'absence de perspective alternative et renforce ce qui apparaît comme le moindre mal. De ce point de vue, le PCF rend un fier service au PS, en laissant son

électorat, voire ses militants, privés de stratégie défensive unitaire face à la droite, à l'extrême droite et au patronat, privés de perspective révolutionnaire (au sens que lui donne Kriegel-Valrimont dans une interview au *Monde* du 9 avril dernier), « libres » de choisir entre la dénonciation stérile de tous les autres et le soutien en désespoir de cause du réformisme. Ainsi, la cohabitation, exacerbant cette logique manichéenne, marginalise encore davantage ceux qui n'ont pour autre perspective que sa dénonciation. Au point de faire de Mitterrand l'ultime garant des acquis sociaux face à l'offensive chiraquienne et patronale. Sur ce point aussi, la déclaration de Mitterrand aux Assemblées, notamment sur les limites qu'il entend imposer à la portée des ordonnances, le conforte dans cette position de « sauveur suprême ». Position qui lui laisse toute maîtrise sur le développement de la situation tant au niveau institutionnel qu'au niveau social où chacun est invité à rester spectateur dans l'attente des affrontements à venir.

La cohabitation, au terme de ce premier mois de mise en œuvre, apparaît donc bien comme un terrible et efficace moyen de stratégie de renforcement du consensus national autour du mode de société dominant et de ses institutions, et du maintien de l'hibernation du corps social.



MAURICE NAJMAN. — La « cohabitation », comme chacun le sait, cache une sourde lutte pour le pouvoir (la présidence) entre les forces principales à gauche et à droite. Une lutte qui, plus l'échéance 1988 approchera, s'exacerbera. Il est plus que vraisemblable que des « heurts », comme vous dites, marqueront cette phase. Les uns et les autres en ont d'ailleurs besoin, ne serait-ce que pour mobiliser leur base socio-politique. On peut même penser que ces « heurts » sont d'autant plus indispensables que la normalisation (« l'américanisation ») de la société française — legs historique de la gestion socialiste — tend à brouiller le clivage gauche-droite et, surtout, à le déconnecter de son articulation aux rapports sociaux. Le projet de « l'alternance douce » ne suppose pas la « cohabitation ». Au contraire. Par contre, il suppose l'existence de larges plages consensuelles quant aux choix essentiels (elles existent, y compris dans le domaine institutionnel, cf. la marche vers un régime véritablement présidentiel), la marginalisation des courants « radicaux », concrètement du PCF (on n'en est pas loin), l'atonie du mouvement social et la modification durable des représentations politiques de masse (la « dissolution » des éléments d'identité individuelle et collective de classe).

L'instabilité des institutions est dans ce contexte quasiment « programmée » : il faut adapter celles de la V^e République (du moins leur fonctionnement jusqu'ici habituel) aux nécessités d'une bipolarisation « à l'anglo-saxonne ». Pour autant, rien ne permet de miser sur ces « heurts » et cette (éventuelle) instabilité. Le « renouveau des luttes » réclame la réunion d'un certain nombre de conditions dont on ne voit pas, à court terme, se profiler la création.

Certes, des luttes défensives (en plus grande quantité qu'au cours de la phase précédente, ce qui n'est, à vrai dire, pas difficile) peuvent se développer, y compris alimentées par un PS contraint à la démonstration d'opposition. Mais, outre le fait que Séguin n'est pas là où il est pour rien, fonder une orientation sur les perspectives immédiates d'un « renouveau des luttes » serait faire l'erreur inverse, mais similaire, quant à la compréhension des réalités politiques et sociales, de celle qui a amené la LCR à attendre après 1981 un développement (un « renouveau ») des luttes à « la 36 ».

ALAIN KRIVINE. — Je ne reviendrai pas sur l'analyse des résultats électoraux, il y a accord, semble-t-il, pour souligner l'important glissement à droite qu'ils signifient et pour insister sur ce qui est sans doute le plus important : la radicalisation à droite, traduite par le score du Front national, mais qui ne se réduit pas à ce seul phénomène... Ce sont là des indications décisives pour apprécier le contexte dans lequel va se dérouler l'expérience inédite de la cohabitation.

Il est incontestable que celle-ci signifie une instabilité politique et institutionnelle, la coexistence d'un président de gauche et d'une majorité de droite ne peut aller sans heurts et sans confusions. Mais le plus important est la dégradation du rapport de forces en défaveur de la classe ouvrière — traduite, et seulement traduite, par les élections du 16 mars — qui rend possible cette situation. Cela veut dire deux choses.

La première porte sur le climat social. On peut penser que, face à ce gouvernement de droite agressif, même s'il est contraint de faire preuve de prudence dans l'application immédiate de sa politique, les travailleurs seront amenés à retrouver le chemin des luttes. mais on ne peut espérer une remobilisation massive et immédiate, le niveau d'activité et de lutte est tombé si bas ces dernières années, l'affaiblissement du mouvement ouvrier, en particulier syndical, est tel et la situation politique est marquée d'une telle confusion que la recomposition de la combativité ne pourra être que longue et difficile.

Ensuite, il faut prendre la mesure des dégâts causés par la politique réformiste au long de ces années de gouvernement de gauche. La cohabitation est la traduction au plan institutionnel de la politique de collaboration de classes qui a permis cette situation et qui peut permettre qu'elle dure.

Il est tout de même extraordinaire que la gauche, sans honte, déclare qu'elle n'a plus aucun projet de changement social. Et cela au moment où la crise continue ses ravages, où le chômage continue de croître et où l'on a en face de nous un gouvernement ultra-réactionnaire, comme on n'en a pas connu de tel depuis longtemps. Le PCF se débat avec les soucis de sa propre survie. Les directions syndicales font preuve d'un bel unanimisme dans la passivité. Et le PS n'a d'autre ambition que d'atteindre les 40 % pour postuler à une

« alternance » excluant tout objectif économique et social qualitativement distinct entre la droite et la gauche.

Là sont les véritables risques de cette phase de cohabitation : que les directions réformistes, à présent dans l'opposition, poursuivent le « sale travail » qu'elles ont si bien engagé au gouvernement. Et que le mouvement ouvrier ressorte de toute cela essoré, en débris, et les travailleurs bien écrasés et démoralisés durablement.

Donc, plus qu'un pronostic sur une éventuelle crise institutionnelle et politique, ce qui importe avant tout, c'est la nécessité de travailler à offrir des lignes de combat, de réarmer politiquement sur une ligne de classe... Le problème central est de dégager une perspective alternative à la cohabitation, c'est-à-dire au consensus mou entre la droite et la gauche, qui ne peut conduire qu'au pire.

◇ *CRITIQUE COMMUNISTE.* — *Comment, pour votre part, expliquez-vous l'absence d'« alternative » crédible à la gauche de la gauche officielle ? Quel bilan tirez-vous des listes unitaires « alternatives » qui ont pu se constituer dans certains départements ?*

ALAIN KRIVINE. — L'absence d'alternative crédible à la gauche de la gauche à l'occasion de ces élections, de même que l'échec électoral que vient de connaître l'extrême gauche, renvoient à la situation générale.

L'expérience gouvernementale s'est traduite par la démobilisation et la désorientation. Il suffit de voir le niveau de l'activité ouvrière ces dernières années et le recul de toute perspective de rupture avec le capitalisme dans les orientations du mouvement ouvrier... L'absence de mobilisations, d'émergence de courants de gauche au sein du PS, l'éclatement que produit la crise du PCF, les difficultés des forces oppositionnelles au sein des syndicats, tout cela permet de mesurer l'ampleur de la crise que traverse le mouvement ouvrier. Dans ces conditions, on ne pouvait espérer que, miraculeusement, apparaisse une force crédible électoralement à la gauche du PS et du PCF. L'heure était plutôt au repli et au « réalisme » prudent...

Cela dit, on ne peut nier que les organisations concernées portent une lourde responsabilité. Peu d'efforts sérieux, honnêtes et conséquents ont été développés pour éviter la situation grotesque que nous avons connue : la concurrence de multiples listes se disputant un maigre espace politique, sans que les positions politiques défendues, le plus souvent fort pauvres, justifient cette division et en donnent des raisons, ne serait-ce que perceptibles aux yeux des électeurs.

On peut craindre que l'extrême gauche, loin d'être en mesure d'apporter un début de réponse à la crise du mouvement ouvrier, est elle-même, sous des formes spécifiques, traversée en profondeur par cette même crise.

A l'inverse de ce qui s'est fait, on peut penser qu'il était parfaitement possible de présenter, sur quelques axes simples, un front uni de l'extrême gauche lors de ces élections. Chacun restant libre de développer par ailleurs l'intégralité de ses explications. L'existence de quelques listes unitaires d'alternative, présentées par des collectifs locaux ou sur la base d'accords entre organisations, témoigne justement de cette possibilité. C'est la leçon positive que l'on peut tirer de ces expériences. Malgré les difficultés de la situation, les retards pris et l'absence d'affirmation nationale, elles montrent, en pointillé, qu'une démarche unitaire positive est possible. C'est plus important pour l'avenir que la faiblesse des scores !

J'ajouterai qu'une fois de plus il faut constater le divorce entre, toutes proportions gardées, la crédibilité de l'extrême gauche sur le terrain des luttes et des mobilisations, et sa non-crédibilité sur le plan électoral,

surtout quand il y a des enjeux de pouvoir central. En ce sens, a pesé contre les listes d'extrême gauche ou d'alternative le « vote utile ». Ce phénomène, s'ajoutant à la division, a fait aussi que l'« alternative », dont l'affirmation est venue très tard, n'était pas connue et n'avait pas été en mesure de faire ses preuves avant les élections. Dans ce domaine, le début de convergence opéré à cette occasion n'a pas été perçu, sauf par les initiés, et n'a pas été capable de créer une dynamique électorale. Le bilan que l'on peut tirer de tout cela, face aux pressions électoralistes qui ne manqueront pas de s'exercer, c'est qu'avant d'escompter une quelconque percée électorale, il faut d'abord et avant tout faire la démonstration de son utilité sur le terrain.

MAURICE NAJMAN. — Il faut en préalable pointer une ambiguïté de langage, lourde de confusion et de quiproquos dommageables pour tous : au fond votre usage du terme « alternative » s'inscrit dans la continuité de l'orientation que vous affirmiez dans les années soixante-dix : celle du parti révolutionnaire, de l'alternative révolutionnaire. C'est d'ailleurs pourquoi vous parlez d'« alternative à la gauche de la gauche »... La problématique reste confinée à la « construction » d'une organisation « alternative » (concurrente) aux partis traditionnels. Sans, bien entendu, négliger la nécessité d'une cristallisation organique (alternative dans ses formes et ses contenus), c'est d'abord par rapport à la société, à ses logiques dominantes, aux pratiques sociales, politiques et culturelles, au type de développement, que nous pensons l'alternative.

L'alternative, c'est selon nous (et pas mal d'autres à commencer par les camarades allemands) une nouvelle démarche politico-sociale d'ensemble qui ne saurait être réduite, sous peine de mort, à une version plus ou moins « modernisée » (et opportuniste du coup) du projet de l'extrême gauche. Ce qui d'emblée pose la question de la convergence alternative (ou des alternatifs) en des termes qui ne peuvent se réduire à la mise en œuvre d'une politique unitaire (même si celle-ci est indispensable et ne doit pas s'arrêter aux frontières de l'« espace » de l'extrême gauche et des écologistes). D'où, pour nous, l'absence complète de contenu d'une formule du type « de LO aux Verts »...

Si l'alternative est bien ce type de projet politique, il est aisé de comprendre pourquoi elle n'a toujours pas manifesté sa « crédibilité » ni son utilité (par exemple aux élections). Outre les raisons qui tiennent à la crise du mouvement social (et de l'identité du projet socialiste) et

aux effets destructurants de la crise du capitalisme et des politiques patronales, il faut tenir compte de trois choses.

La première est que la cristallisation d'un nouveau courant (projet) politique dépend de la stabilisation des caractéristiques essentielles de la période historique — du mode d'accumulation et de régulation — qui crée les conditions de son émergence. On peut en effet considérer l'alternative comme un projet (une stratégie, une pratique, un programme) ayant vocation à (re)fonder le mouvement révolutionnaire à partir des nouvelles réalités et contradictions produites par le processus de décomposition-recomposition de l'ensemble des rapports sociaux et politiques. On peut même aller plus loin et voir dans certaines élaborations récentes du SPD ou du PCI (voir les textes publiés dans le dernier numéro de *Politique aujourd'hui*), articulations dans un sens réformiste de prémisses souvent semblables à celles dont parlent les alternatifs radicaux et éco-socialistes, une manifestation de cette vocation hégémonique. Or, ce sont les éléments de décomposition qui dominent encore aujourd'hui. L'alternative est avant tout un processus ouvert, dont le contenu programmatique et les expressions organiques n'en sont qu'au stade de l'ébauche et de l'expérimentation.

La seconde est le poids du passé et des caractéristiques spécifiques de la culture du mouvement ouvrier français qui tendent à freiner l'extension des pratiques alternatives de contenu autogestionnaire.

La troisième est la faiblesse, ou le retard, des courants révolutionnaires dans le domaine de la réflexion critique et de l'analyse du mouvement de la société.

Les listes alternatives — dont bien peu en réalité méritaient ce label exigeant — se sont constituées en règle générale dans des conditions qui ont empêché que soit saisi, perçu, en quoi elles étaient susceptibles d'apporter du neuf. La division de l'espace alternatif, à cause du mégalo-sectarisme des Verts, du virage de dernière minute de la LCR, la permanence d'une conception propagandiste de l'intervention électorale (« nous savons que nous n'aurons pas d'élus », a dit Alain Krivine !), le caractère souvent cartellisé des collectifs... Tout cela n'a fait qu'accentuer ces traits négatifs. Bien sûr, il y a eu le « vote utile ». Mais notre problème c'est : pourquoi si peu de gens ont-ils jugé utile de voter alternatif tout en partageant bien souvent nos préoccupations ?

Bilan ? L'alternative a raté son entrée en scène. C'est une défaite qui pèsera.

JEAN-CLAUDE LE SCORNET. — Le vocabulaire du marketing politique s'enrichit au rythme électoral. Ceci se vérifie particulièrement au PSU où chacune de ses nombreuses et infructueuses tentatives à vouloir crédibiliser une alternative de gauche aux projets politiques de la social-démocratie et du stalinisme à l'occasion des élections nécessite une évidente logique de dépassement de l'organisation. Sans doute parce qu'à cette volonté permanente n'a pas été et/ou n'a pas pu être associée une stratégie conséquente, chaque nouvelle échéance électorale imposant une tactique conjoncturelle marquée par les échecs précédents. D'où une apparition alternativement partidaire, puis d'ouverture sur le cartel du moment et ainsi de suite... non sans perdre en gueules de bois postélectorales bien plus que ce qui avait gonflé en illusions préélectorales.

Étiquettes d'un instant (front autogestionnaire, troisième liste de gauche, alternative), alliances électorales du moment (avec les écolos, avec les communistes

critiques et unitaires, avec l'extrême gauche) toujours en situation de n'être pas prêt à se présenter sans avoir le choix de ne pas y être, passant d'une analyse privilégiant l'investissement dans les institutions à une autre portant sur l'engagement dans les luttes sociales, changeant éventuellement de direction politique à l'occasion... Bref, perdant énergie, militants, insertion dans la société civile, le mouvement syndical et associatif, participant à la sectarisation des alliés déçus, destabilisant son électorat... Le PSU a largement contribué à sa marginalisation électorale mais aussi sociale, donc politique.

Le seuil critique pour un réseau national qui se veut parti politique est sans doute atteint. L'échec électoral du 16 mars lui serait définitivement fatal si la défense du patrimoine original accumulé par vingt-six ans d'histoire collective n'invitait pas ses militants, au-delà des fatigues et des frustrations elles aussi accumulées, à vouloir l'utiliser dans une période de crise généralisée de la gauche.

Pour cela faut-il encore s'entendre sur les termes utilisés. L'*alternative* d'abord. Ce concept aujourd'hui galvaudé a littéralement deux sens, l'un qui définit les passages successifs d'un état, ou d'un lieu à un autre (voilà qui préciserait assez bien la démarche électorale du PSU susdécrite), l'autre qui suppose la volonté de remplacement d'une situation par une autre, ce qui en politique conduit à opposer alternative à alternance. Plus fondamentalement, l'utilisation faite ces derniers temps de l'« alternative » pour désigner indistinctement *les forces* qui y concourent (souvent réduite au cartel de certaines organisations d'extrême gauche) et *le projet* politique et social qu'elles sous-tendent (limité à un contenu protestataire : contre..., contre...) est source de confusions majeures consciemment ou inconsciemment utilisées.

Si le PSU (c'est l'essence même de son existence) s'est doté du projet de socialisme autogestionnaire comme alternative à ceux de la social-démocratie et du stalinisme, il y a longtemps déjà, s'il l'a jamais perçue, qu'il ne se prétend plus être l'unique détenteur de la Vérité et le passage organisationnel obligé pour aboutir à un tel objectif. Ce dont il reste persuadé, c'est qu'à défaut d'être un projet de société, l'autogestion ne devient plus alors qu'un supplément d'âme à tous ceux qui peuvent s'octroyer, aux marges d'autres types de sociétés, des lieux d'expérimentation propres à libérer leur créativité personnelle au risque de cautionner la globalité du système qu'ils squattent.

Les autres partenaires avec lesquels nous nous sommes engagés le 16 mars ou avec qui nous travaillons dans les convergences locales ne partagent pas notre projet de société. Ou plutôt, si, ce qui est certain, nos projets ont été fort différents il y a quelques années, le sont-ils toujours aujourd'hui ? Question qui mérite réponse tant il apparaît qu'aux réticences premières qu'ont éprouvées dans les convergences locales des camarades venus de pratiques et d'histoires différentes, souvent conflictuelles dans le passé, se sont substitués de nouveaux rapports autrement plus constructifs. C'est sans doute là l'apport essentiel de la démarche entreprise, qui lui donne sa crédibilité interne et qu'il s'agit aujourd'hui d'approfondir. Question qui mérite alors d'être élargie à tous ceux qui, parallèlement et concurremment à nous, entreprennent d'innover et de rénover. Ce qui exclut de nous identifier seuls au mouvement pour l'alternative en s'ouvrant.

Aux camarades communistes qui explicitement aujourd'hui font du socialisme autogestionnaire

l'axe de leur réflexion et de leur intervention politique dans et à l'extérieur du PCF.

Aux militants écologistes, que leur stratégie électorale hyper-sectaire a conduit à la même marginalisation électorale que l'extrême gauche au risque de dénaturer l'écologie comme d'autres l'ont fait de l'autogestion.

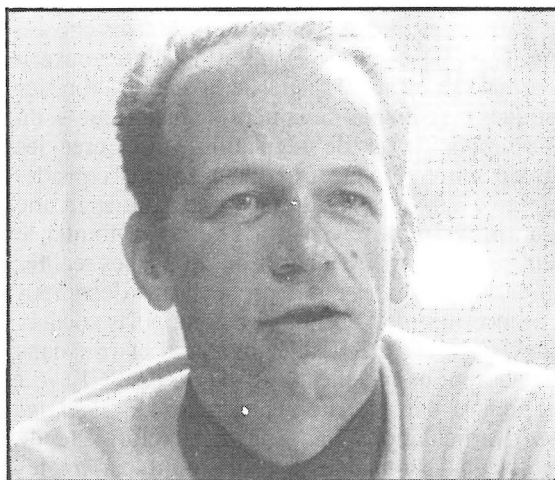
Aux syndicalistes, aux associatifs, aux intellectuels, à certains militants du PS même, justement interrogés dans leur pratique et leur conviction par la dérive centriste de leur organisation.

Ce n'est qu'au prix de cet élargissement indispensable qu'un mouvement pour l'alternative politique et sociale constituera le point de référence fort et crédible pour toute la gauche (...).

Si la confrontation des projets, des pratiques et des interrogations qui agitent cette gauche en crise doit s'interdire toute exclusive *a priori*, elle ne naîtra pas pour autant d'un oecuménisme spontané et évident. Elle suppose que des politiques unitaires larges, indispensables pour faire front à l'offensive de la droite, de ses extrêmes et du patronat, génèrent de nouvelles solidarités militantes et d'authentiques volontés de vouloir débattre. S'en exclueront donc ceux qui n'ont pour pratique que de vouloir se limiter à rallier sur leur courant, sur leur vérité, dans leur organisation quelques nouveaux transfuges. Elle exige que la permanence des organisations politiques prêtes au débat ne soit pas une fin en soi. Passages obligés des restructurations à venir, les structures organisationnelles aujourd'hui dévaluées et en crise devront pourtant se maintenir car rien ne naît d'auto-dissolution sans perspective immédiate d'autre mode d'organisation collective (qui reste encore à définir).

Leur dépassement-disparition affirmé comme objectif et non comme moyen initial des recompositions à venir est sans aucun doute une des conditions indispensables à créer la confiance interne et réciproque, et la crédibilité externe de la démarche.

PIERRE BAUBY. — L'ensemble des listes faisant référence à une autre politique, qu'elles soient écologistes, d'extrême gauche ou de convergence alternative, ont enregistré des résultats quasi insignifiants. Plutôt que d'incriminer le « vote utile » en faveur du PS ou les contraintes institutionnelles, financières ou médiatiques, il faut se demander pourquoi elles sont apparues « inutiles » et se sont révélées incapables de proposer des perspectives crédibles. Le « c'est la faute aux autres » n'est pas plus opératoire pour nous que pour le PCF. Il faut balayer devant notre propre porte. La multiplication des listes, la volonté de défendre jalousement son propre label ont confiné à l'ânerie politique, à l'impuissance et à l'excellence dans l'art de perdre. La diversité et la spécificité cultivées à l'excès, sans souci de rassemble-



ment et de crédibilité, sont paralysantes. Mars 1986 marque l'échec historique de cette logique de minorisation et de marginalisation. Il faut en finir avec la « candidature-témoignage », avec la « candidature-standing », avec la « candidature qui ne vise qu'à empêcher l'élection d'un rival », avec le « rassemblement des misères », pour se comporter avec bon sens par des candidatures à notre portée et qui gagnent. La proportionnelle, même faussée, permettait d'ouvrir quelques brèches institutionnelles... qui ont été pour l'essentiel manquées. Voilà qui impose des remises en cause et des confrontations approfondies pour critiquer tout ce qui est inadapté, que ce soit au plan idéologique, politique, stratégique comme d'organisation : candidatures hâtives, prématurées, inadaptées à l'espace politique plus réduit dans lequel évoluent habituellement les militants les plus ancrés ? Réponses absentes ou réponses bien courtes, simplistes ou dépassées aux questions posées à la société tout entière en cette fin de siècle ? Langage et style mal connectés aux préoccupations majeures, à la culture ambiante ou aux espoirs populaires dominants ? Si ces confrontations sont menées à bien, l'effort de beaucoup de militants qui se sont rassemblés pour frayer la voie d'un renouveau, d'une dynamique autre, n'aura pas été vain. En témoignent d'ailleurs quelques résultats aux régionales de listes de large convergence alternative, ancrées sur le terrain et les réalités locales, s'efforçant d'apporter des réponses adaptées, mettant en œuvre une autre façon de faire la politique et se démarquant concrètement du « modèle extrême gauche » failli. Il en est de même d'autres collectifs de militants que les contraintes matérielles et financières ont empêchés de présenter des listes. Il y a là des éléments porteurs de germes d'un renouveau, même si celui-ci dépasse, et de loin, les forces jusqu'ici rassemblées.

◇ **CRITIQUE COMMUNISTE.** — *Dans le cadre de vos orientations générales, quelles propositions faites-vous pour que ce qui a été fait ne soit pas une unité électorale sans lendemain ?*

JEAN-CLAUDE LE SCORNET. — L'échec électoral des listes alternatives ne peut être une raison de l'abandon d'un axe stratégique de développement d'un mouvement socio-politique *écologique, alternatif et autogestionnaire*, mais une leçon dont nous devons tirer quelques enseignements essentiels.

1. S'il ne parvient pas à être le lieu privilégié des confrontations des militants en recherche face à la crise de la gauche politique, syndicale et associative, le mouvement pour une alternative ne restera qu'un cartel des déçus de l'extrême gauche sans perspective.

2. Si nous ne parvenons pas à enrichir le contenu

programmatique et idéologique du projet alternatif, celui-ci ne restera qu'un catalogue protestaire sans capacité de mobilisation.

3. Si nous ne parvenons à lier pratiques et initiatives locales à une dynamique d'ensemble capable de peser sur le mouvement social, l'alternative demeurera l'expression d'un témoignage sans influence.

4. Si nous ne parvenons pas à définir de stratégie électorale à long terme impliquant la présentation à la présidentielle comme aux municipales dans une politique liant l'investissement dans les institutions aux luttes de terrain, l'alternative n'aura aucun crédit électoral.

Répondre rapidement à ces obligations n'est pas une mince affaire et ne relève certainement pas des seules initiatives nationales.

Des contacts multiformes avec les militants en recherche relèvent autant d'initiatives personnelles dans les syndicats, les associations et les quartiers que de rencontres structurées sur thèmes à l'échelon local, régional et national. Les expressions de convergence limitées à propos de telle ou telle action, à quelque niveau que ce soit, doivent être exploitées. Le lancement d'un nombre limité de campagnes significatives du projet alternatif sur les minorités nationales, l'armement nucléaire, l'égalité des droits pour les immigrés ou la réduction du temps de travail doit être utilisé pour contacter et rassembler pétitionnaires et militants.

Remettre au travail certains intellectuels souvent prêts à apposer leur signature, plus rarement à animer un collectif de réflexion sur tel ou tel thème programmatique, suppose que nous sachions les intéresser à notre dynamique. La création de clubs, le travail de l'AERIP (Association d'études des réalités institutionnelles et politiques) sont des moyens à ne pas négliger. Soumettre les analyses ainsi produites aux débats et aux confrontations, c'est donner matière à l'élaboration collective du contenu du projet alternatif.

Si les directions syndicales, confédérales, sont aujourd'hui bien éloignées de nos propositions, il n'en est pas de même de nombreuses organisations spécifiques et l'insertion de nos militants est loin d'y être négligeable. Ceci dans une situation générale où les incertitudes et interrogations des syndicalistes devraient permettre que la recherche dans la cohérence de nos interventions n'y soit pas sans effet. Par ailleurs, certaines velléités locales (création d'observatoire économique et social en Bretagne) peuvent ouvrir des formes réelles de collaboration concrète de militants dépassant largement les franges de l'extrême gauche.

Il n'est pas inutile de constater combien le mouvement de contestation interne au PC s'appuie sur les élus municipaux. Milieux dont on sait par ailleurs qu'ils sont peuplés de militants de gauche encartés, sensibles à leur autonomie et souvent issus du mouvement associatif. L'expérience des élus PSU nous permet d'affirmer que là se trouve un lieu privilégié de relation avec les nouvelles formes de vie politique et sociale qui s'épanouissent au niveau local et régional. Autant de raisons pour inclure notre intervention dans les institutions à la stratégie d'ensemble.

Enfin, pourquoi ne pas explicitement verser au débat la future échéance présidentielle à laquelle nous n'échapperons pas ? La pire des choses serait d'affronter cette élection le dos au mur, en la déconnectant des futures échéances. Isolée, elle serait le nouveau témoignage d'une incapacité à prendre en charge la nécessaire permanence d'une stratégie électorale confortant allian-

ces et électoral. Liée à une préparation à long terme des municipales, elle apparaîtrait comme un facteur d'homogénéisation d'une composante politique en gestation dont l'électorat est demeuré jusqu'à présent très dépendant de l'intervention militante locale de nos camarades.

Il s'agit là bien évidemment plus de pistes de travail que de la définition déjà programmée des étapes et des moyens à mettre en œuvre. La suite de notre réflexion relève de notre débat collectif.

PIERRE BAUBY. — Il s'agit aujourd'hui de partir de la situation politique nouvelle et de l'objectif du gouvernement Chirac de mettre en œuvre une politique de réaction dans tous les domaines, une attaque des conditions de travail et de vie de la grande masse des travailleurs et milieux populaires, de porter des coups au mouvement ouvrier et syndical, d'opérer une régression sociale sans précédent. Cela nécessite de rassembler, sans aucun préalable ni exclusive, dans le respect de leur diversité, toutes les forces du mouvement ouvrier et populaire, y compris les grands partis, PS et PCF, et du mouvement syndical, pour organiser la résistance.

En même temps, il faut aller au fond de toutes les questions idéologiques, culturelles, politiques, économiques, sociales, démocratiques, stratégiques comme d'organisation qui sont posées à tous les militants, mouvements et organisations du mouvement ouvrier et populaire, procéder à toutes les remises en cause qui s'imposent, afin de répondre aux aspirations et exigences actuelles, en particulier celles de la jeunesse, et de reconstruire des perspectives. Ce dont il s'agit, c'est d'œuvrer à un renouveau d'ensemble du mouvement ouvrier et populaire, qui passe par la définition d'un nouveau mode de développement, alternatif à l'impérialisme, et répondant à l'ensemble des questions posées par la crise ; d'un nouveau modèle de changement adapté aux réalités de cette fin de siècle et tirant les leçons des échecs du modèle dominant de la gauche, comme de celui de l'extrême gauche ; d'une nouvelle manière de faire la politique, partant des réalités d'aujourd'hui, œuvrant au rassemblement le plus large de tous ceux qui sont à la recherche d'une autre politique et multipliant les occasions de confrontation de leurs idées et pratiques, rejetant les exclusives et les sectarismes, les ambitions et pratiques d'hégémonie ou de cartel, les pratiques politiques, respectant la diversité des expériences, aspirations et intérêts, car cette diversité est un atout pour engager une dynamique nouvelle et est seule à même de briser la logique de minorisation.

Aujourd'hui, personne ne saurait prétendre avoir réponse à tout, ni avoir défini la stratégie pour sortir de la crise, pour sortir le mouvement ouvrier et populaire de sa propre crise. Seul le rassemblement de tous les militants et mouvements en quête d'un renouveau, si porteurs des aspirations et des exigences populaires, est susceptible d'avancer sur cette voie. Cela exige la multiplication des initiatives à tous les niveaux, et d'abord dans les lieux que ces militants connaissent et où ils agissent ensemble, au milieu des travailleurs, et l'ouverture à ceux qui sont porteurs d'expériences, d'analyses et d'aspirations différentes, en particulier celles de la jeunesse.

MAURICE NAJMAN. — Il faut revenir au point de départ : le développement des pratiques alternatives (autogestionnaires et propositionnelles), la création de formes, politiques, sociales, économiques, culturelles,

etc., nouvelles (« la forme est toujours la forme d'un contenu », disait Marx), le « croisement », l'articulation, de ces pratiques inévitablement — au moins au départ — éclatées, segmentées, souvent même étrangères les unes par rapport aux autres, la convergence politique des alternatifs.

De plus, moins que jamais l'alternative ne peut se développer dans son coin, à côté des processus de différenciation qui traversent les organisations traditionnelles et dont l'émergence du courant rénovateur du PC est une manifestation particulièrement importante.

Devant nous donc, une triple perspective de travail :

1. Consolider, élargir les collectifs existants en ancrant leurs activités sur le développement de pratiques sociales concrètes.

2. Contribuer à la constitution d'une batterie de « lieux », plus ou moins institutionnalisés, qui permettraient dans une série de domaines (formation, travail-emploi, etc.), à l'instar de l'Université alternative antiraciste pour l'égalité, de rassembler un arc de forces (pas toujours nécessairement le même), d'élaborer les propositions alternatives, d'organiser rencontres et séminaires, voire de proposer des « services » au mouvement social.

3. Renforcer les liens politiques et la collaboration pratique entre alternatifs, écologistes-radicaux, autogestionnaires, qu'ils soient organisés politiquement (PSU, PAC, FGA, Verts essentiellement) ou non. Une initiative affirmant publiquement une volonté politique commune, un projet nouveau et débouchant sur des formes d'organisation largement fédératives à tous les niveaux pourrait faire franchir un pas décisif.

La LCR sera-t-elle de ce processus ? Peut-elle en être ? La question se pose. Et il n'y a aucun sectarisme à vouloir vérifier, dès lors que l'on dépasse la problématique de l'unité d'action, s'il y a, même sur les grandes lignes, communauté de démarche et de perspective. L'expérience des élections montre pour le moins que la LCR n'a ni tiré toutes les conséquences de certains de ses choix, ni fait tous les choix nécessaires. La balle est dans son camp.



ALAIN KRIVINE. — Pour les regroupements unitaires, qui n'en étaient qu'à leurs premiers pas, le terrain électoral était le plus difficile à aborder. Maintenant, les choses vont se poser en termes différents.

Ce qui ne veut pas dire que tout va être facile. Bien au contraire ! D'abord les limites de ce qui a été fait avant et pour ces élections vont peser négativement. Mais, surtout, parce que, dans la nouvelle situation, les défis qui

nous sont lancés vont obliger à mettre la barre très haut. Il faut se coltiner à une crise qui s'approfondit, à des attaques gouvernementales qui ne vont pas être de la petite bière et à une crise du mouvement ouvrier qui va être de plus en plus dévastatrice. Pour certains, la tentation du repli sectaire va être grande. Pour d'autres, ce sera de s'inscrire dans le sillage du PS et de céder au « réalisme » ambiant.

Dans ces conditions, il est décisif de maintenir une démarche unitaire, s'appuyant sur les problèmes que connaissent les travailleurs.

Il y a deux erreurs à ne pas commettre. La première serait de céder à l'unitarisme frileux, de chercher à gommer les divergences et problèmes pour s'aligner sur le plus petit dénominateur commun. Nous ne pourrions affronter cette situation qu'en abordant de front tous les problèmes auxquels le mouvement ouvrier est confronté : problèmes d'orientation politique, de stratégie, question du parti... Nous ne serons pas en mesure de surmonter la crise actuelle en faisant le gros dos, en niant ces problèmes ou en se repliant sur les seules pratiques locales. Il faut, au contraire, les traiter et chercher à leur donner des premières réponses. Les organisations en tant que telles ont, de ce point de vue, un rôle indépassable à jouer.

La seconde erreur, inverse, serait de dire : faisons table rase du passé, réfléchissons, prenons le temps, chacun dans notre coin, et on mettra le nez à la fenêtre plus tard quand le temps sera meilleur... Il faut débattre, le plus largement possible, et pour cela tous les cadres possibles sont les bienvenus. Et, en même temps, il faut agir.

La démarche pour rassembler une alternative anticapitaliste nous semble donc aujourd'hui le seul cadre susceptible de répondre aux phénomènes en cours de décomposition-recomposition du mouvement ouvrier. Mais la lenteur de cette reconstitution, son hétérogénéité, ses rythmes différents selon les régions, à quoi s'ajoute l'absence de mobilisation, doivent nous inciter à savoir allier audace et prudence, et à savoir respecter les rythmes. L'expérience aidant, il apparaît nécessaire d'approfondir le débat sur le contenu même de l'alternative. Il ne sert à rien de se contenter d'affirmer comme certains que toute l'extrême gauche a failli, qu'il faut repartir à zéro pour faire du nouveau, et d'en rester là. Certes, les organisations révolutionnaires piétinent aujourd'hui, mais elles ont au moins le mérite d'exister et d'intervenir, face à toutes les dérives et capitulations. Ensuite, il apparaît que les collectifs, pour vivre et être « utiles », doivent regrouper des forces significatives et ne pas se limiter aux simples cartels des groupes d'extrême gauche.

Enfin, il serait erroné de vouloir aujourd'hui rassembler ces collectifs, très différents les uns des autres, dans une quelconque structuration nationale qui ne serait qu'un champ clos, réducteur et desséchant. Ce qui ne signifie pas que ne puissent se coordonner des expériences équivalentes, ou s'organiser des réunions sur des thèmes de réflexion ou d'action bien précis. Par exemple une réunion de bilan des listes alternatives.

C'est avec cette souplesse et cette ouverture que les collectifs pourront constituer, au moins partiellement, des lieux de débat et d'action, ouverts aux militants des partis de gauche, aujourd'hui en plein débat, notamment à ceux du Parti communiste.

Les terrains sur lesquels l'action unitaire est possible ne manquent pas. Il faut en discuter, partout, dans les

entreprises et les villes, localement et nationalement, avec toutes celles et tous ceux, organisations, courants et individus, qui refusent de baisser les bras. Des discussions qui ne consistent pas à ressasser le passé et à se regarder le nombril, mais qui visent à dégager des axes d'intervention commune.

Face aux attaques capitalistes, quelles réponses, même partielles, pouvons-nous donner ensemble, quelles campagnes pouvons-nous mener ? Quelle action de masse poursuivre contre le racisme, pour l'égalité des droits, aux côtés et en soutien aux mouvements de travailleurs immigrés et de jeunes, aux organisations antiracistes ? Ce sont là deux exemples. On pourrait citer les questions de la paix, la solidarité internationale, la

défense des libertés, l'environnement...

Si l'on parvenait à dégager des axes d'intervention unitaire, s'inscrivant dans la durée, cela constituerait une impulsion pour l'activité des collectifs unitaires existants, de ceux qui peuvent se créer. On peut penser que, sur la base d'une telle activité, des structures unitaires, démocratiques, pluralistes, pourraient se développer et regrouper des militants d'extrême gauche, communistes, socialistes, des syndicalistes, des jeunes, des militants associatifs, décidés à débattre et à agir sur des bases de classe, sans être aujourd'hui prêts à adhérer à un parti ou à rompre avec celui dont ils sont membres.

Un tel mouvement constituerait un signal. Celui d'un renouveau possible. On en aurait bien besoin !

Du fil à retordre pour la dame de fer

Le gouvernement Thatcher en perte de vitesse

David CAMERON

LES premières semaines de 1986 ont vu le gouvernement de Margaret Thatcher frappé par la crise la plus grave depuis mai 1979, date de l'arrivée au pouvoir de la dirigeante de choc du Parti conservateur. La démission spectaculaire, le 9 janvier, de son ministre de la Défense, Michael Heseltine, suivie de celle, sous la contrainte, de Leon Brittan, ministre du Commerce et de l'Industrie, dont on considère généralement qu'il a été sacrifié à titre de bouc émissaire à la place du Premier ministre soi-même, ont sérieusement ébranlé l'autorité du gouvernement et de son chef.

La tempête qui a secoué le gouvernement et mis à nu ses contradictions est partie d'une affaire qui, au départ, semblait assez banale. La société Westland, qui fabrique des hélicoptères, était menacée de faillite. Rien là d'extraordinaire. Ces dernières années, la politique thatcherienne de « dégraissage » de l'industrie britannique et d'élimination des « canards boiteux » a fait disparaître des entreprises beaucoup plus importantes que Westland. Il paraît qu'au cours d'une discussion avec ses collègues ministériels, M^{me} Thatcher a lancé avec impatience : « Vous rendez-vous compte que nous venons de passer trois heures à discuter d'une société dont le capital n'est que d'une valeur de 60 millions de livres ? » Manifestement, le Premier ministre ne s'attendait pas à ce que l'affaire Westland déclenche une crise au sein de son gouvernement. C'est pourtant ce qui s'est passé.

« L'affaire Westland »

A l'été 1985, la société Westland se trouvait en difficulté. Fidèle à sa politique de non-intervention, le gouvernement refusait de la subventionner, indiquant que la société devait trouver une solution conforme à la logique du marché. Si Westland n'avait pas fait

partie de l'industrie de la défense, les choses se seraient sans doute arrangées d'une façon ou d'une autre sans que cela devienne un problème politique. Mais, de ce fait, la situation se compliquait. Deux solutions se présentaient. La première consistait en une prise d'actions minoritaire par le producteur américain d'hélicoptères, Sikorsky, firme avec laquelle Westland avait d'ailleurs collaboré depuis des années. Cette solution semblait la plus rationnelle d'un point de vue économique. Mais existait un second projet. Réunis en novembre 1985, les directeurs européens d'armements nationaux proposaient une opération de sauvetage par un consortium de producteurs européens¹.

Il ne s'agissait pas simplement de choix économiques. Le projet européen s'inscrivait dans le cadre du renforcement de la coopération européenne pour créer une industrie d'armements relativement autonome par rapport aux Etats-Unis. Le refus du gouvernement Thatcher de soutenir cette solution traduisait toute l'ambiguïté qui a caractérisé les rapports de la Grande-Bretagne avec l'Europe depuis que celle-ci a intégré la Communauté économique européenne (CEE) en 1973. De plus, le gouvernement, après avoir hésité quant à son choix, n'a pas défendu ouvertement sa préférence pour le projet américain, déclarant simplement qu'il ne prenait position ni pour un projet ni pour l'autre. En réalité, ne pas se prononcer pour la solution européenne équivalait à laisser jouer la logique purement économique, c'est-à-dire à favoriser le projet américain, comme Heseltine n'a pas manqué de le souligner. Ce dernier, partisan convaincu d'une intégration plus poussée de la Grande-Bretagne à la CEE, s'est, au sein du gouvernement, battu avec énergie pour le projet européen.

Pourtant, quand Heseltine a démissionné en pleine réunion du conseil des

ministres, et partit en claquant la porte, il n'a pas justifié son départ du gouvernement par le fait que ce dernier avait favorisé le projet américain par rapport à celui du consortium européen. Au contraire, il insistait sur le fait qu'il aurait accepté d'être mis en minorité s'il avait eu la possibilité de défendre sa position dans des bonnes conditions pour essayer de convaincre ses collègues. En constatant que tel n'avait pas été le cas, plus qu'une mauvaise décision du gouvernement, c'est tout son fonctionnement qu'il mettait en question. Pour appuyer sa position, il lançait des accusations de portée générale quant à l'autoritarisme de Thatcher, sur son refus d'accepter un fonctionnement collectif du gouvernement et de permettre à ses collègues de défendre leur point de vue. Ces accusations ont trouvé un écho important et ont été largement reprises par la presse. En effet, le style de gouvernement de M^{me} Thatcher et la façon dont elle traite ses ministres sont bien connus. Ce n'est pas la première fois qu'ils suscitent des tensions au sein du gouvernement.

Mais le « style Thatcher » ne constitue qu'une expression extrême de la concentration du pouvoir entre les mains du Premier ministre qui a caractérisé tout gouvernement britannique depuis au moins 1945. Les autres accusations, plus précises, sur l'utilisation abusive de la machine gouvernementale contre Heseltine, l'organisation de fuites en direction de la presse pour discréditer les positions de ce dernier, etc., ont déclenché un scandale politique, mené à la démission du malheureux Brittan et menacé pour la première fois la position de Thatcher elle-même qui, au cours d'un débat houleux, a dû se défendre devant le Parlement.

Il semble en effet que le gouvernement a d'abord fait preuve d'indécision, que Thatcher a ensuite cherché à régler le problème de manière autoritaire et que le Premier ministre et ses partisans au sein du gouvernement ont fait des crocs-en-jambe à Heseltine. Pour autant, cela ne suffit pas à expliquer pourquoi le ministre de la Défense a démissionné ni, surtout, pourquoi il l'a fait de façon à gêner au maximum le gouvernement. Il a été avancé dans la presse britannique que Heseltine a simplement été motivé par l'ambition, qu'il voulait quitter le gouvernement afin de se positionner par rapport à la succession de Thatcher et qu'il cherchait une divergence de principe pour se différencier de cette dernière. Mais, justement, ni l'autoritarisme du Premier ministre, ni l'affaire Westland ne constituent une telle divergence. De plus, démissionner de cette façon n'est pas la meilleure manière de mener sa carrière dans un

parti où, traditionnellement, le linge sale est lavé en famille.

En fait, il semble que l'affaire Westland a cristallisé une série de divergences qu'avait Heseltine par rapport aux orientations du gouvernement. Non seulement dans son propre domaine, la défense, mais touchant plus largement à la politique gouvernementale, et d'abord sa stratégie économique. Et si son départ a eu un tel impact sur la vie politique en Grande-Bretagne, c'est que ses positions sont partagées, à des degrés divers, par beaucoup de ses collègues du Parti conservateur et, en dehors de lui, au sein de l'opposition parlementaire, ainsi que par des secteurs importants de la classe dirigeante.

L'affaire Westland pose deux problèmes par rapport aux orientations du gouvernement Thatcher. D'abord, elle le met en porte à faux par rapport à ses partenaires européens. En principe, la Grande-Bretagne s'est engagée à favoriser des solutions européennes aux problèmes industriels, y compris en ce qui concerne l'intégration des industries d'armements. Mais dès que se pose une question concrète, réapparaissent les tensions qui subsistent au sein de la bourgeoisie britannique au sujet de l'Europe. La Grande-Bretagne est entrée tardivement et sans grand enthousiasme dans la CEE. Malgré les effets de plus d'une décennie de réorientation de ses industries vers le marché européen, qui constitue aujourd'hui le débouché de 60 % de ses exportations, des secteurs importants sont toujours tournés vers les USA. Ce qui veut dire que chaque fois que possible, Londres essaie d'éviter de choisir entre l'Europe et les Etats-Unis, quand ce ne sont pas les liens historiques avec ces derniers qui l'emportent carrément. Or, choisir le projet européen Westland impliquait un choix européen en matière de défense, ce qui aurait eu des implications plus vastes.

En plus, l'affaire Westland soulevait la question d'une politique interventionniste de l'Etat envers l'industrie, d'investissement public dans l'économie. Une telle politique va à l'encontre des orientations du gouvernement Thatcher, même pour un secteur comme celui de la défense dont l'importance dépasse largement les intérêts des capitalistes concernés. Il est vrai que le budget de la défense n'a pas souffert de la politique de réduction des dépenses publiques. Le gouvernement a tenu tous ses engagements dans le cadre de l'Alliance atlantique, sans parler des dépenses engagées pour la guerre des Malouines en 1982 et depuis, pour maintenir la présence militaire dans l'Atlantique. Mais le gouvernement n'a pas modifié sa politique industrielle globale en ce

qui concerne l'industrie d'armement.

Sur ces deux questions, Heseltine est opposé à la politique de Thatcher. C'est un « Européen » convaincu, qui a agi en conséquence pendant son passage au ministère de la Défense. Il est pour une politique de reconstruction de l'industrie britannique sous l'égide de l'Etat et dans un cadre européen, afin de faire face à la concurrence des Etats-Unis et du Japon. Bien sûr, une telle politique constitue une hérésie au sein du gouvernement Thatcher. Mais Heseltine est convaincu qu'elle est nécessaire au capitalisme britannique et qu'elle constitue une possible alternative au thatcherisme.

Une politique de combat

A première vue, il pourrait sembler paradoxal que Thatcher se trouve aujourd'hui en difficulté et que des secteurs importants de son propre parti et de sa propre classe commencent à prendre leurs distances, à soulever la possibilité d'une autre politique. Alors qu'il y a tout juste un an elle a remporté la victoire contre le syndicat des mineurs, après la plus grande lutte ouvrière que le pays ait vue depuis soixante ans. Pour comprendre, il faut voir en quoi consiste la politique de Thatcher, dans quelle mesure elle a réussi et quelles sont ses contradictions.

Thatcher a été réélue à la direction du Parti conservateur en 1975, un an après le naufrage du gouvernement conservateur d'Edward Heath, tombé sous le coup de la grève des mineurs en 1974. Le programme de ce gouvernement anticipait en grande partie celui qui sera suivi par Thatcher à partir de 1979. Les éléments essentiels en avaient été élaborés en 1970 à la conférence de Selsdon Park du Parti conservateur. Ce programme rompait avec le consensus qui avait existé entre les deux grands partis, conservateur et travailliste, qui se sont relayés au gouvernement entre 1945 et 1970. Les bases de ce consensus étaient le plein emploi, l'Etat-providence, un secteur public important, l'intervention de l'Etat pour réguler l'économie, un niveau élevé de dépenses publiques. Contre cela, les nouveaux conservateurs proposaient un programme pour revaloriser l'économie de marché, restaurer la rentabilité des entreprises, réduire le secteur public, contrôler les dépenses de l'Etat, alléger les charges fiscales et, surtout, briser le pouvoir acquis par les syndicats depuis 1945. Tout un programme pour mener la lutte des classes du point de vue de la bourgeoisie et restaurer la santé de ce

malade de l'Europe capitaliste qu'était devenue, même avant le début de la crise, la Grande-Bretagne.

Heath avait commencé à appliquer ce programme, avec sa politique d'élimination des « canards boiteux », une loi pour limiter les pouvoirs des syndicats et une tentative de contrôler la politique des collectivités locales en matière de logements subventionnés. Mais Heath a échoué face au pouvoir des syndicats. Après une série de confrontations, de l'occupation des chantiers navals UCS en Ecosse en 1971 et la première grève nationale des mineurs au début 1972, à la grève générale rampante qui, en juillet 1972, a fait libérer cinq dockers syndicalistes emprisonnés sous le coup de la loi anti-syndicale, il a dû reculer. Malgré cette marche arrière en milieu de mandat, il ne peut éviter, en 1974, une deuxième grève nationale des mineurs, qui a fait tomber son gouvernement.

Thatcher, ministre de l'Education sous le gouvernement de Heath, s'est fait remarquer comme le seul membre de ce gouvernement à s'opposer sérieusement au « demi-tour » de 1972. Elle était donc bien placée pour capitaliser cette résistance et se faire élire « leader » du parti en 1975. A son arrivée au pouvoir en 1979, Thatcher disposait de certains atouts qui avaient manqué à Heath en 1970. D'abord, le Parti conservateur ayant assimilé les leçons de son échec était mieux préparé pour affronter le mouvement ouvrier. Entre-temps, les premiers effets de la crise commençaient à se faire sentir dans la classe ouvrière. A partir de 1975, le gouvernement travailliste de Wilson et surtout celui de Callaghan en 1976, tout en évitant des confrontations avec les syndicats, avaient commencé à appliquer une politique d'austérité. Les premières coupes importantes dans les budgets sociaux furent imposées, le nombre de chômeurs montait à un million et demi en 1979 et le taux d'inflation annuel grimpait jusqu'à 27 % au milieu des années soixante-dix. Les travaillistes ont réussi, entre 1974 et 1977, à faire baisser le niveau réel des salaires de 8 %. Pourtant, les syndicats, dont les effectifs n'ont commencé à baisser qu'à partir de 1981, ont déclenché une vague de grèves au cours de l'hiver 1978-79, qui a largement contribué à ce que le Parti travailliste soit battu aux élections de 1979. Sur le plan politique, l'expérience démoralisatrice des gouvernements travaillistes de 1974 à 1979 a eu ses effets. Alors que le débouché politique aux luttes de la période 1970-74 fut la perspective d'un gouvernement travailliste, en 1979, ce n'était plus une solution crédible, bien que l'expérience de ces gouvernements

ait servi à accélérer la progression de la gauche travailliste à partir de 1979.

Thatcher a clairement compris que la nécessité de briser le pouvoir des syndicats devait constituer la clef de voûte de sa politique. C'est cela qui devait ouvrir la possibilité pour les entreprises de se débarrasser des « pratiques restrictives » (autrement dit : les acquis de la classe ouvrière) et de restaurer la rentabilité des entreprises. Mais, en ce domaine, Thatcher avançait prudemment. La montée du chômage qui, en décembre 1985, allait atteindre 3 200 000 (13,5 %) selon les chiffres officiels (ce qui signifie un chiffre réel de quatre millions), a contribué à freiner la combativité ouvrière et à affaiblir les syndicats, dont les effectifs ont baissé de 20 % entre 1980 et 1985. Dans le même temps, le gouvernement a fait adopter une série de lois antisyndicales en 1980, 1982 et 1984. Ces lois limitent la protection légale contre les licenciements, interdisent les grèves de solidarité, limitent le monopole syndical de l'embauche, portent atteinte plus généralement au droit de grève en permettant des poursuites contre les syndicats devant les tribunaux pour dommages et intérêts pour fait de grève, essaient de réguler le fonctionnement des syndicats et leurs rapports avec le Parti travailliste, etc.².

Pourtant, Thatcher ne s'est pas précipitée pour faire appliquer ses lois. Heath avait lui aussi fait adopter une loi antisyndicale en 1971. Pour que ces lois deviennent opérantes, il fallait infliger des défaites à des secteurs significatifs de la classe ouvrière. L'échec de la grève des sidérurgistes en 1980 fut suivi de reculs et de défaites d'autres secteurs, comme celle des travailleurs de la santé en 1982. Mais, à cause du rôle joué par les mineurs en 1972 et 1974, du fait que leur syndicat était considéré comme le fer de lance du mouvement ouvrier, aucune victoire des conservateurs contre le mouvement syndical ne serait perçue comme définitive tant que les mineurs restaient invaincus. Surtout depuis l'élection à la présidence de leur syndicat d'Arthur Scargill, figure de proue de la nouvelle gauche combative apparue dans le mouvement ouvrier depuis la défaite des travaillistes en 1979.

L'épreuve de force entre le gouvernement et les mineurs, qui débutait en mars 1974, avait été soigneusement préparée du côté gouvernemental. Déjà, en 1978, le rapport préparé par le dirigeant conservateur Nicholas Ridley constituait un vrai plan de bataille et correspondait assez fidèlement aux dispositions mises en place en 1984-85. Malgré le fait que ce rapport ait été divulgué à la presse et publié, aucun

contre-plan ne lui fut opposé par le Parti travailliste.³

Thatcher a gagné son épreuve de force contre les mineurs, bien que la bataille ait été beaucoup plus longue que prévu et qu'elle coûtât au gouvernement la somme de quatre milliards de livres. Depuis, la bourgeoisie récolte les fruits de cette victoire, qui a servi à démoraliser et intimider d'autres secteurs du mouvement ouvrier.

On assiste à un déplacement à droite du centre de gravité du mouvement ouvrier. Le Parti travailliste est en voie de recentrage sous la direction de Neil Kinnock. La droite de la confédération des syndicats (TUC) se renforce et une scission syndicale devient une réelle possibilité ; les municipalités travaillistes, en butte aux attaques du gouvernement, ont reculé ou ont été battues⁴. Aujourd'hui, ce sont les syndicats du Livre, autre gros bastion de la classe ouvrière, qui doivent faire face à une offensive patronale appuyée par le gouvernement tandis que la droite syndicale joue ouvertement un rôle de briseur de grève.

Force et faiblesses du gouvernement Thatcher

C'est donc après cette série de victoires, réelles, substantielles et dont la série n'est pas close, que le gouvernement Thatcher se trouve en crise. D'ailleurs, si l'affaire Westland a provoqué la première crise ouverte de ce gouvernement, elle ne représente que le dernier d'une série d'incidents connue comme le « facteur peau de banane », c'est-à-dire une propension marquée et croissante du gouvernement à être atteint par des petits scandales, des fuites, des bavures de toutes sortes. Et ce, depuis sa deuxième victoire électorale en 1983. Or, on sait que les peaux de banane sont particulièrement dangereuses pour des promeneurs un peu distraits et qui ne savent pas très bien où ils vont. C'est un peu le cas du gouvernement Thatcher aujourd'hui. Juste après la démission de Heseltine, le *Times* du 10 janvier, dans un éditorial titré « Une très bonne démission », écrivait : « Le style de gouvernement de Mme Thatcher est la cause d'une inquiétude très répandue dans les rangs des conservateurs à Westminster (...) Le mode de gouvernement du Premier ministre était plus largement tolérable quand son administration avait un sens d'urgence, pour contrôler les syndicats, faire descendre le taux d'inflation, gagner la guerre des Malouines. Il est moins ac-

ceptable quand l'élan s'effiloche visiblement. »

L'éditorial du *Financial Times* du 11 janvier notait : « *Ces coups ratés et cette absence de clarté sont la réflexion de sérieux problèmes sous-jacents. Le gouvernement n'est plus clair sur ses propres idées (...) Il devient vraiment urgent que Mme Thatcher élabore des perspectives claires pour le reste de cette législature.* »

Depuis l'affaire Westland et les avertissements des organes de presse de la bourgeoisie, le moins qu'on puisse dire est que la série noire n'a pas été arrêtée. Thatcher a dû battre en retraite sur ses projets de vendre par morceaux British Leyland — seul constructeur britannique d'automobiles — aux sociétés américaines Ford et General Motors. Plus grave encore, le 15 avril son gouvernement a perdu un vote au Parlement sur un projet de loi visant à autoriser l'ouverture des magasins le dimanche. Le projet était relativement sans importance en soi, et Thatcher a été battue par une alliance des lobbies des Eglises et des petits commerçants. Fait significatif, soixante-douze députés conservateurs ont voté contre le gouvernement et une vingtaine se sont abstenus. Voilà un signe qui ne trompe pas de la perte d'autorité du gouvernement et de son chef.

Alors, quel est le problème de fond ? Malheureusement, on ne peut pas dire que le gouvernement vacille sous la pression du mouvement ouvrier. Ni sur le plan syndical, ni sur le plan politique où le Parti travailliste n'a pas vraiment été capable de profiter de la déconfiture du gouvernement, malgré une victoire à l'élection partielle de Fulham, à Londres, le 10 avril. Les travaillistes n'arrivent pas à dépasser les 35 % dans les sondages, et c'est l'alliance centriste du Parti libéral et du Parti social-démocrate (né d'une scission de droite des travaillistes en 1981) qui occupe le devant de la scène.

Le problème ne provient donc pas de pressions extérieures, mais des faiblesses de la stratégie globale de Thatcher. Cette dernière est d'ailleurs, dans une certaine mesure, la victime de ses propres succès. Ceux-ci sont indéniables, tel le fait d'avoir remporté contre les syndicats des victoires qui auraient semblé inimaginables il y a dix ans, d'avoir mis le mouvement ouvrier sur la défensive, d'avoir déplacé vers la droite toute la vie politique en Grande-Bretagne... Mais, paradoxalement, tout cela a mieux souligné le fait qu'infliger des défaites aux travailleurs ne constitue pas en tant que tel une stratégie économique

pour le redressement du capitalisme britannique, mais seulement la précondition d'une telle stratégie.

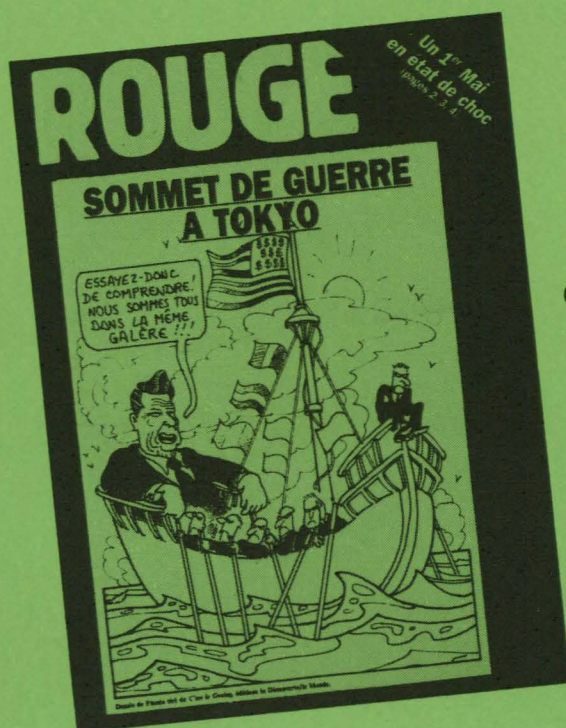
La politique thatcherienne d'assainissement de l'industrie britannique a failli tuer le malade. Si la rentabilité des entreprises a été largement rétablie, ce fut au prix d'une baisse absolue de la production industrielle. L'indice de production industrielle retrouve aujourd'hui son niveau de 1979. En 1983, pour la première fois de son histoire, la Grande-Bretagne a connu un déficit de sa balance commerciale de produits manufacturés, déficit qui représentait six milliards de livres en 1984.

Il y a un déséquilibre énorme entre le poids des banques britanniques, du secteur financier et des services financiers et commerciaux sur le marché mondial, et la base industrielle du pays. La Grande-Bretagne reste le deuxième exportateur de capitaux du monde. Les investissements à l'étranger, actuellement quinze milliards de livres, sont en augmentation de 50 % par rapport à 1982.

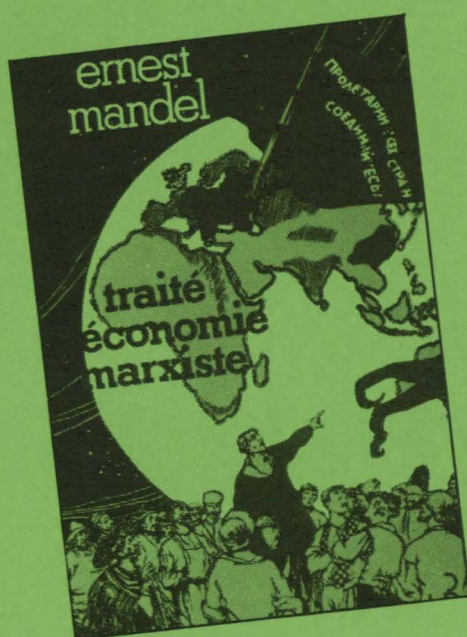
C'est l'excédent de la balance des services financiers et commerciaux, ainsi que les revenus du pétrole de la mer du Nord, qui ont permis de maintenir un certain équilibre de la balance du commerce extérieur. C'est aussi grâce aux revenus pétroliers que Thatcher a pu maintenir les dépenses de l'Etat. En effet, malgré la politique déclarée de réduction de ces dépenses, depuis 1979 celles-ci ont en réalité augmenté d'environ 10 % (passant de 43 % à 46 % du PIB). La réduction réelle des budgets de l'éducation, du logement, etc., a été plus que compensée par l'augmentation des budgets de la police et de la défense, ainsi que le coût des allocations sociales pour les millions de chômeurs. Or, la chute actuelle du prix du pétrole est en train de réduire ces recettes de manière assez brutale.

Une autre politique

La montée du chômage au début des années quatre-vingt a joué un rôle essentiel dans la modification des rapports entre les classes. Mais son maintien au niveau actuel, mis à part le fardeau financier qu'il représente pour l'Etat, augmente le risque d'explosions sociales. A cela, Thatcher semble n'avoir aucune solution. La seule réponse que le gouvernement a pu apporter au désespoir des jeunes de la génération « no future », et surtout des jeunes Noirs, a été la répression et encore la répression. On l'a vu depuis 1981 lors



Parution prochaine
d'un Dossier rouge :
*Crise du PCF et
défense du
communisme*
Prix : 10 F



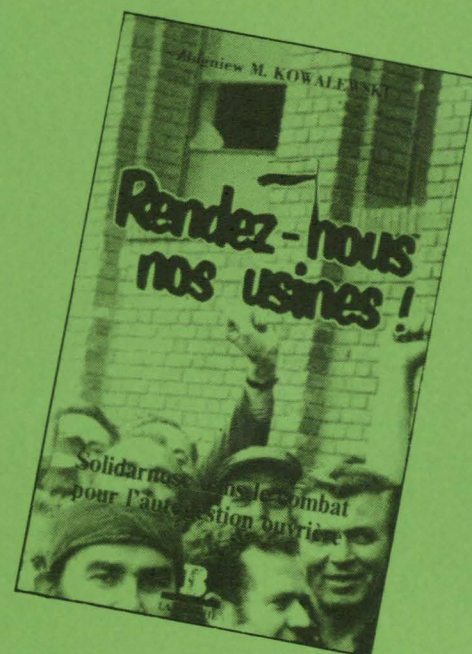
librairie la brèche

9 rue de Tunis 75011 PARIS. M° Nation

Heures d'ouverture

lundi: de 14h à 20h

de mardi à samedi:
de 12h à 20h



Critique Communiste

Revue mensuelle de la LCR éditée par la société PEC
Rédaction et administration : 2, rue Richard Lenoir. 93100 Montreuil-sous-Bois.
Tél : 48.59.00.80
Directeur de la publication : Christian Lamotte. Imprimerie Rotographie.
ISSN : 0759-0989 N° : 56 551

des émeutes qui ont embrasé les quartiers miséreux des grandes villes anglaises. Certains secteurs de l'establishment commencent à avoir peur de l'ampleur que pourrait prendre ce type d'explosion sociale.

Reconstruction de la base industrielle du pays par un plan de modernisation basé sur l'intervention de l'Etat ; intégration à la communauté européenne, y compris sur le plan militaire, ce qui implique un affaiblissement des liens avec les Etats-Unis ; une politique sociale contre le chômage et pour répondre à la crise des grandes villes... Voilà qui commence à ressembler à une politique de rechange pour le capitalisme britannique. Autour de ces axes de bataille commencent à se rassembler des forces politiques significatives — une aile du Parti conservateur, l'Alliance (libéraux-SDP) et le Parti travailliste recentré derrière Kinnock. Et il ne s'agit nullement d'un projet qui implique une liquidation des acquis du gouvernement Thatcher. Au contraire, les victoires de ce dernier contre le mouvement ouvrier constituent le point de départ d'une autre politique économique et sociale, et même la rendent possible.

L'heure d'un changement d'orientation et de personnel dirigeant n'a pas encore sonné. Thatcher garde le soutien de la majorité de son parti et la confiance de la bourgeoisie. La renverser serait difficile car l'alternative n'est pas encore suffisamment développée. Il n'y a pas le feu et elle a encore du travail à

faire : une réforme de la protection sociale, des nouvelles attaques contre les acquis des travailleurs et de nouvelles « libertés » pour les entreprises, la poursuite de l'offensive antisyndicale... Mais d'ores et déjà, la bourgeoisie lui demande gentiment mais fermement de modifier ses orientations. C'est cela qui est derrière les critiques de son « style », celles-ci cachant en fait des divergences politiques. Le *Financial Times* du 14 février, par exemple, appuie la proposition d'une commission du Parlement (à majorité conservatrice) qui exige un programme de création de 750 000 emplois dans le secteur social afin de résorber une partie du chômage à long terme. Ce qui serait aux antipodes de la politique thatcherienne.

La question de la succession à Thatcher est pourtant ouverte. Dans un éditorial de son numéro du 15 février, adressé au Parti conservateur et titré « *Gardez Thatcher* », l'hebdomadaire *The Economist* explique non seulement pourquoi il faut la garder aujourd'hui, mais aussi comment on pourrait se débarrasser d'elle après les prochaines élections législatives afin de faciliter une coalition avec l'Alliance au cas où il n'y aurait aucun parti majoritaire au Parlement. Dans le cadre du nouveau caractère tripartite de la vie politique en Grande-Bretagne, le même hebdomadaire, dans son numéro du 1^{er} mars, envisage l'autre cas de figure, à savoir une coalition Alliance-travaillistes.

Un des surnoms de Thatcher, la « dame de fer », a fait le tour du monde.

Mais dans la classe politique britannique, on l'appelle aussi « Tina », sigle d'un de ses mots d'ordre préférés : « *There is no alternative* » (Il n'y a pas d'alternative). Entendez : à sa propre politique et, par extension, à celle qui la mène. Ce fut vrai, du point de vue de la bourgeoisie, pendant toute une période. Ça ne l'est plus. Une alternative politique se dessine et les forces commencent à se positionner pour la défendre. Que Thatcher reste en place jusqu'aux prochaines élections, c'est probable. Qu'elle s'en aille avant, suite par exemple à une série de revers pour son parti aux élections locales et partielles ou à cause d'une nouvelle « affaire », n'est pas exclu. Mais déjà l'après-Thatcher est devenu un sujet de discussion légitime. C'est cela qui est nouveau.

David Cameron

1. Ces directeurs des industries d'armement nationales sont les hauts fonctionnaires responsables des contrats de défense en France, en Italie, en Grande-Bretagne et en RFA.

2. Sur les lois antisyndicales et leur utilisation actuelle contre les syndicats du livre, voir notre article dans *Inprecor* n° 218 du 28 avril 1986.

3. Sur la grève des mineurs de 1984-85, voir les deux dossiers parus dans *Critique communiste* n° 34, octobre 1984 et n° 41, mai 1985.

4. Sur les conséquences de la défaite de la grève des mineurs et la situation actuelle du mouvement ouvrier britannique, voir l'article de Steve Roberts, « *Les conséquences de la défaite des mineurs* » dans *Inprecor* n° 208, 2 décembre 1985, et l'article de David Cameron, « *La défaite de la municipalité de Liverpool* », dans *Inprecor* n° 210, 6 janvier 1986.

Brixton après les émeutes de 1981.

Le coût social du « libéralisme » de Thatcher deviendrait-il trop risqué, même pour les conservateurs ?

